

Chapitre 9:

La France dans la grande guerre.

« Depuis que l'homme écrit l'Histoire, depuis qu'il bataille à cœur joie
Entre mille et une guerres notoires, si j'étais tenu de faire un choix
À l'encontre du vieil Homère, je m'exclamerais tout de suite:
Moi, mon colon, celle que je préfère, c'est la guerre de quatorze-dix-huit! »
(Georges Brassens, 1962)

L'importance de la première guerre mondiale dans l'Histoire de notre pays se trouve aujourd'hui quelque peu masquée par l'ombre portée de la seconde, paroxysme mondial de l'horreur et climax de la crise politique et institutionnelle française; elle ne fut pourtant que la conséquence de la première (les historiens parleront dans doute un jour de "la guerre mondiale, 1914-1945"): ce fut en 1914 — avant 1914, en fait — que l'Europe entama le suicide collectif, politique et culturel, dont Oradour, Auschwitz et Katyn ont constitué l'aboutissement¹.

Certes **la guerre de 1914-1918 n'a entraîné ni une défaite, ni la fin d'un régime**, ni le "déclassement" de la France dans le concert des nations comme celle de 1939-1945. Elle fut **un choc** pour les Français, car elle fut différente de tout ce qui avait été prévu, notamment par sa durée (en partant au front en août 1914, les soldats espéraient être de retour pour l'hiver), son caractère statique (personne n'avait imaginé les tranchées) et sa sauvagerie (personne n'avait imaginé non plus les gaz asphyxiants); mais on ne comprit qu'après coup, en 1918, quelle avait été sa monstrueuse spécificité, à quel point elle avait traumatisé ceux qui y avaient pris part, à quel point elle marquait l'entrée dans un monde nouveau. Sur le moment, il s'agit de serrer les rangs et de tenir, et dans l'ensemble on peut dire que **la France n'a pas "craqué"** (il suffit de comparer à la Russie au printemps 1917, à l'Allemagne à

¹ Ce concept de "suicide de l'Europe" est contesté. Il ne s'est pas agi, bien entendu, d'une autodestruction organisée: personne en Europe n'a envisagé, ne s'est donné pour programme la disparition de la civilisation européenne. Même les bolcheviks ne voulaient pas détruire l'Europe, mais le capitalisme, et ce au nom de la classe ouvrière, fer de lance d'une Histoire conçue par Marx selon une perspective très européocentriste, et du reste presque uniquement présente sur le vieux continent (et son excroissance nord-américaine). Même les nazis agissaient au nom d'une certaine vision de l'Europe... Mais il est des suicides inconscients, inavoués, par l'alcool ou par l'excès de nourriture; certains cancers du poumon viennent prendre le relais d'états dépressifs, dans un effondrement du désir de vivre qui aboutit à un relâchement des défenses physiques. C'est ainsi que j'envisage ce "suicide de l'Europe": la lente prolifération d'une maladie psychologique, le culte de la violence et la haine de l'autre, la lente défaite de l'humanisme (y compris en France, prompte aux leçons en la matière); la renonciation à la lutte pour un monde meilleur, et certaines des meilleures énergies perdues dans des formes stériles de cette lutte, comme le combat pour le "Grand soir", perdu d'avance; etc. J'ai commencé à évoquer ces processus à la fin du chapitre 6; je compléterai le tableau dans la première partie du présent chapitre.

l'automne 1918, ou même aux conséquences, en France, de la défaite de 1871); la III^e République est même sortie confortée de l'épreuve, légitimée — provisoirement.

Pourtant **cette guerre ne fut gagnée qu'à grand-peine** et constitua un type d'épreuve totalement inédit pour la France et pour ses habitants: même les conflits de la Révolution et de l'Empire, plus longs, n'avaient pas eu le même impact, car à partir de 1795 ils s'étaient déroulés hors du territoire national, et car jamais la population n'avait été mobilisée comme elle le fut en 1914-1918, tant au plan militaire qu'au plan psychologique. Les **pertes** humaines furent énormes, bien plus importantes que celle du second conflit mondial, et l'**épuisement** économique et démographique fit sentir ses effets jusque dans les années 1950. Le conflit transforma profondément le pays (comme toute l'Europe); en particulier, par sa brutalité inouïe, il contribua à une montée générale de la violence, certes déjà amorcée avant 1914 (comme j'y ai insisté au chapitre 6); il provoqua un durcissement, une **brutalisation des rapports humains**, sociaux notamment, et **un retour en force des extrémismes politiques**, qui expliquent en grande partie la dégradation de la vie politique dans l'entre-deux-guerres, puis les drames de la seconde guerre mondiale. Je reprendrai tous ces points au début du chapitre 11; ayez-les en mémoire lors du récit des événements de ces années.

I-Le débat sur les responsabilités.

« Je sais que les guerriers de Sparte plantaient pas leur épées dans l'eau,
Que les guerriers de Bonaparte tiraient pas leur poudre aux moineaux,
Leurs faits d'armes sont légendaires, au garde-à-vous je les félicite;
Mais, mon colon, celle que je préfère, c'est la guerre de quatorze-dix-huit! »
(G. Brassens)

Je ne vais pas me lancer ici dans une étude en détail des causes de la guerre, vaste et complexe problème qui dépasse largement les frontières de la France. Cependant il vaut tout de même la peine de se poser **la question de la responsabilité du conflit**, au moins pour se demander si la France y a eu ou non une part majeure. Il est frappant de constater que les réponses à cette question ont beaucoup changé dans le temps, on pourrait presque parler de trois "générations" successives (cette distinction est de mon fait); et aussi selon les traditions politiques, l'une ou l'autre l'emportant successivement.

Qui donc porte la responsabilité de la guerre? Pour l'ensemble ou presque de la population française en 1914, et pour l'ensemble des droites et du centre après 1918 et jusque dans les années 1950, c'était **l'Allemagne** (et l'Autriche-Hongrie accessoirement); la France n'avait fait que se défendre. L'argument essentiel à l'appui de cette thèse, c'était évidemment que c'était l'Allemagne qui nous avait déclaré la guerre, après toute une série de provocations, dont les "coups" de Tanger et d'Agadir.

Cependant **la France** n'avait pas fait que se défendre. En même temps, elle **avait défendu des valeurs** — des valeurs qui étaient les siennes, celles de la République, mais qui en même temps la dépassaient; elle avait combattu pour des idéaux universels. La France, cette nation qui "a eu l'universel dans son particulier" (selon P. Nora — voyez au chapitre 5), cette nation qui a d'elle-même une définition extrêmement idéologique, conçoit malaisément d'agir sans idéaux. Dans le discours qu'il prononça à l'occasion de l'Armistice, le 11 novembre 1918, Clemenceau, le "père la Victoire", affirma qu'elle avait été **« le soldat de l'idéal »**¹. Même le combat pour récupérer l'Alsace-Lorraine était interprété en termes idéologiques: ce territoire avait été injustement annexé en 1871 contre la volonté de sa population, au mépris de tous les principes démocratiques. La Revanche n'avait donc pas été une simple lutte pour des territoires, mais un combat pour des principes. Et puis la France avait défendu le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, autre principe universel bafoué par l'Allemagne lorsqu'elle avait envahi la Belgique neutre. En aidant à renverser le régime impérial, notre pays avait rendu un fier service aux démocrates allemands. Nous avions, disaient beaucoup pendant et après le conflit, défendu la civilisation, incarnée à son plus haut degré de raffinement par la France — tiens —, et dont l'antithèse était la barbarie allemande, le Boche, l'Almoche, le Teuton, le Fritz, le Fridolin, le Hun, la brute à la tête carrée qui urinait par les pieds, le peuple dont « les cadavres (...) sent[aient] plus mauvais que ceux des Français »² etc... On pouvait se demander ce qu'il restait de civilisé dans ce déchaînement d'imbécillités racistes: les voies de l'idéal sont impénétrables.

¹ Cette expression reprenait celle d'un socialiste, Léon Jouhaux, qui avait déclaré au tout début du conflit, aux obsèques de Jaurès: « nous serons les soldats de la liberté » — la référence à Valmy était évidente. Clemenceau la gauchissait un peu, mais il continuait à employer un vocabulaire "progressiste".

² D'après le "témoignage" d'une dame de Lorraine, recueilli par *Le Matin*, et publié en juillet 1915; la citation se trouve à la fin de *La grande peur des bien-pensants* de Bernanos.

N.B. "Boche" n'a pas de rapport étymologique avec "moche". C'est une forme régionale, popularisée après 1870 (la première forme attestée est le composé argotique "Alboche", la variante "Allemoche" étant un jeu de mots), d'un vieux radical indo-européen **gwelsh* (en gros) qui désignait les étrangers d'à côté qu'on ne comprend pas, de préférence celtiques. Apparemment, sa présence en français est due au retournement par les Lorrains francophones de l'adjectif méprisant par lequel leurs voisins germanophones les désignaient. En effet cette racine donne en anglais *Welsh*, qui s'est spécialisé pour désigner les Celtes les plus proches des Anglo-Saxons (les Gallois); en allemand moderne *Welsch*, qui désigne les Suisses romands en Suisse alémanique, et a désigné à certaines époques les Français et les Italiens du nord, soit les anciens Gaulois. L'évolution *(*G*)*welsh* > *Wolsh* > *Vowch* > *Boche* est normale si l'on tient compte qu'en ancien français le "l" était prononcé comme en anglais contemporain: ce *-l donne -*w/u et fusionne avec la voyelle

Même si le souvenir du bourrage de crâne rend cet argumentaire difficile à soutenir aujourd'hui, à l'époque il portait, et pas qu'en France. Ce fut bien (entre autres) au nom de la défense d'une France plus progressiste que l'Allemagne, d'une France patrie ou au moins rempart de la liberté, au nom d'une fraternité d'armes des démocraties, que le président Wilson parvint à convaincre l'opinion américaine, un bref moment, de la nécessité d'intervenir en Europe. La fameuse formule du général américain Pershing, « **La Fayette, nous voici!** », prononcée à l'arrivée sur le sol français des premières troupes américaines en juin 1917, était une référence à l'aide apportée par la France, entre 1776 et 1783, aux treize colonies en lutte pour la liberté.

Cette interprétation des choses, qui consistait à rejeter l'ensemble des responsabilités sur l'ennemi, était commode, surtout pour un vainqueur; mais elle faisait peu de cas de l'exaspération du bellicisme en France comme en Allemagne juste avant 1914, et guère plus des responsabilités de la diplomatie française dans la construction méthodique d'un réseau d'alliances militaires secrètes et contraignantes qui contribua à faire d'un conflit balkanique mineur une guerre à l'échelle de toute l'Europe.

Et puis, sous le vernis des idéaux proclamés, la France avait eu des buts de guerre beaucoup plus classiques, beaucoup moins universels, beaucoup moins humanistes: affaiblir l'Allemagne, cette grande puissance inopinément apparue sur sa frontière septentrionale en 1871. D'aucuns avaient rêvé de faire éclater le *Reich* en plusieurs États indépendants, de rétablir sur sa frontière orientale une grande Pologne francophile; d'autres ou les mêmes, d'annexer la rive gauche du Rhin ou du moins de la transformer en une série de petits pays satellites de la France, du type de la Belgique... ce qui n'était pas spécialement conforme au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes: les idéaux n'avaient d'usage que tant qu'ils étaient profitables. Bref, **la France avait combattu pour redevenir** ce qu'elle avait cessé d'être depuis 1871, peut-être même depuis 1815: **la première puissance sur le continent européen**. Ces ambitions-là répondaient à celles de l'Allemagne, dans une même logique de domination du vieux monde; elles avaient suscité peu d'enthousiasme chez nos alliés anglo-saxons, entrés en guerre pour le rétablissement de l'équilibre européen, et qui ne souhaitaient pas que la France fût la seule grande puissance en Europe continentale, ni qu'un militarisme français succédât au militarisme allemand¹.

précédente exactement comme dans *chavals > "chevaux". On a aussi *Vlach* dans les langues slaves, d'où par exemple les "Valaques" qui sont des Roumains. Si l'on enlève le "-sh" final, on obtient la racine par laquelle les Celtes se désignent eux-mêmes: d'après le latin, et moyennant d'autres évolutions phonétiques, *Galli* (les Gaulois, les Gallois), *Galati* (les Galates de la Turquie ancienne) et *Celti* avec un suffixe "-t", etc.

¹ Cette politique d'équilibre continental avait toujours été celle de la Grande-Bretagne: c'était la raison pour laquelle ce pays avait soutenu une guerre de dix ans contre Napoléon Ier. Les États-Unis, lorsqu'ils

Pour la gauche au contraire, les communistes et l'extrême-gauche juste après le conflit, toutes les gauches des années 1930 aux années 1970, le responsable était **le capitalisme** dans son ensemble, tous belligérants confondus: non un pays, mais un système social. Déjà, avant-guerre, Jaurès avait soutenu, je l'ai noté au chapitre 6, que « le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée, l'orage »; après 1917, l'on retrouva cette idée dans les textes désormais largement diffusés de **Lénine**, chef du premier régime socialiste de l'Histoire et signataire de la seule paix séparée de tout le conflit, la paix de Brest-Litovsk, laquelle, nous le verrons au chapitre 11 (et au chapitre 6 du cours sur la Russie), fut l'origine essentielle de l'immense prestige initial du régime bolchevik dans les gauches européennes. Pour Lénine, le capitalisme a pour effet la paupérisation absolue des prolétaires; dans ces conditions, on assiste à une baisse tendancielle de la rentabilité de ladite exploitation. Pour maintenir leurs profits, les capitalistes n'ont donc pour solution que d'étendre sans cesse la portée de leurs ravages, en s'appuyant sur les États qu'ils dominent; c'est pourquoi « **l'impérialisme** [est le] **stade ultime du capitalisme** », selon le titre d'un opuscule qu'il publia en 1916. Comme la planète n'est pas indéfiniment extensible, les impérialismes finissent par se heurter les uns aux autres: la guerre mondiale n'est rien d'autre que l'affrontement des impérialismes concurrents¹.

Cette explication avait l'immense mérite de renvoyer les belligérants dos à dos, de ne charger aucun pays, aucun peuple d'une culpabilité absolue, donc de permettre de sortir du cycle infernal des revanches et contre-revanches. Mais elle rendait mal compte du fait que les pays qui s'étaient affrontés dans la grande boucherie entretenaient avant 1914 des relations économiques étroites, et rapidement croissantes: en bonne logique, les bourgeoisies des pays qui s'affrontèrent ont plutôt dû perdre à cet affrontement. Faut-il supposer un calcul à long terme, intégrant l'idée d'un partage des dépouilles de l'ennemi après la victoire? Ç'eût été

devinrent la principale puissance périphérique à l'Europe continentale, reprirent la même stratégie: c'étaient deux puissances libérales qui ne prétendaient pas dominer politiquement le vieux continent, mais y commercer librement pour le bénéfice de tous.

¹ Cette théorie présentait l'avantage de permettre de penser ensemble les guerres européennes et les guerres coloniales, sans passer par des concepts aussi douteux que ceux de "races supérieures" ou de "peuples en retard". Elle avait cependant l'inconvénient de reposer sur une prémisse totalement fautive: le capitalisme n'a pas appauvri les prolétaires! Les léninistes d'aujourd'hui, ou ceux que les idées léninistes ont influencés, se défendent en expliquant que le prolétariat d'aujourd'hui, c'est le tiers-monde, et que son exploitation par le monde développé l'appauvrit. Cela n'est guère convainquant non plus: il est extrêmement difficile de trouver un exemple de pays du tiers-monde où le revenu moyen ait baissé depuis une génération, sauf bien sûr ceux qui ont subi un régime communiste, auquel cas ce sont plutôt la recherche forcenée de l'autarcie et la rupture avec le monde capitaliste qui sont à incriminer. En revanche il est possible que l'écart de développement ait grandi (à vrai dire, je n'en suis pas convaincu non plus); mais on n'est plus alors dans le cadre de la paupérisation *absolue* et des logiques d'affrontement que Lénine en faisait découler.

Deuxième imperfection majeure de la théorie de Lénine: un impérialisme n'est pas forcément politique! Ceux du début du XXe siècle l'étaient, mais celui que les États-Unis ont mis en place depuis est avant tout économique et culturel... et il est pacifique.

quand même un calcul particulièrement stupide, comme l'ont montré un certain nombre d'événements survenus à partir de 1917...¹ Qu'elles avaient gros à perdre à une guerre, les bourgeoisies d'affaires devaient bien le savoir dès avant 1914: elles n'étaient pas composées exclusivement de marchands de canons. Dans leur grande majorité, elles avaient tout à redouter du désordre et de la confusion des règles qui accompagnent fatalement un conflit — la tourmente plaît aux aventuriers, pas aux bourgeois installés dans la ventripotente quiétude que procure la domination d'une société, ni aux libéraux avant tout préoccupés de la prospérité du commerce. **Les bourgeoisies sont plutôt pacifistes de nature**, car elles tiennent à l'ordre, la stabilité pour la bonne marche des affaires — rappelez-vous Rothschild: « l'Empire, c'est la paix » et « pas de paix, pas d'Empire »². Aujourd'hui comme au XIXe siècle les puissants se montrent soucieux avant tout de paix, de stabilité et de coopération internationale³, et depuis 1945 les impérialismes, même rivaux, ont plutôt maintenu la paix!

L'hypothèse d'une guerre provoquée par le capitalisme oblige donc à supposer qu'une minorité de capitalistes financièrement intéressés au conflit, animés d'un cynisme machiavélique et capables de calculs à fort long terme (comment les propriétaires d'intérêts dans la chimie pouvaient-ils prévoir les gaz asphyxiants en 1914?), parvint, par des manœuvres tortueuses, à hypnotiser l'ensemble des acteurs économiques et de la population; et, au passage, que la domination de la bourgeoisie n'était pas si solide que cela, puisqu'en majorité elle se laissa si facilement circonvenir et déborder. Cette hypothèse paraît d'autant plus improbable que **la France en 1914 n'était pas aux mains des milieux d'affaires**: elle était politiquement dominée par un parti qui recrutait ses électeurs parmi la paysannerie et les

¹ Il y a une bizarrerie à supposer ce calcul: c'est prêter aux capitalistes des machiavélismes contradictoires. Ils ne peuvent à la fois s'entendre pour se partager le monde en temps de paix et organiser la guerre... tout simplement parce que la guerre est moins rentable que la paix (voyez les lignes qui suivent cette note).

Dans les extrêmes-gauches du XXe siècle ont fleuri cependant des mythes selon lesquels les bourgeoisies nationales auraient organisé l'affrontement de leurs peuples respectifs pour en retirer ensemble le plus grand profit. C'est oublier complètement qu'une bonne partie des bourgeoisies avaient des ramifications et des intérêts dans tout le monde développé: on voit quand même mal en quoi un capitaliste français pouvait avoir intérêt à ce que ses propriétés ou celles de ses proches en Allemagne fussent détruites par la guerre — ou même simplement les propriétés de ses partenaires économiques, dont il avait besoin pour ses affaires à lui. En fait, ce type de raisonnement fait tout simplement l'impasse sur le fait que l'économie moderne dépasse les frontières; ce qui est quand même étrange dans le cadre d'une vision du monde prétendument internationaliste. Et puis les différentes bourgeoisies fournissaient aussi les officiers des différentes armées; dans *Le passé d'une illusion*, François Furet fait remarquer que de ce fait cette classe sociale, censée avoir tiré tout le profit du conflit, fut avec la paysannerie celle qui paya le plus lourd tribut à la guerre. Il est vrai que l'on peut toujours soutenir qu'elle a déchaîné des forces qu'elle n'a finalement pas su maîtriser: personne en 1914 n'imaginait Verdun — mais est-ce que quelqu'un pouvait imaginer qu'il n'y aurait pas de morts du tout? La réponse est peut-être bien oui... mais il me semble qu'on passe là à des problèmes d'aveuglement collectif qui ressortent plus de la psychologie collective que des rapports de classe: à l'évidence, les bourgeoisies ont agi *contre* leurs intérêts économiques et sociaux, ce qui incite à tout le moins à relativiser leur cynisme et leur capacité de prévision et de contrôle des événements.

² Voyez au chapitre 3.

³ Comme on le voit à travers la construction de l'Europe unie, l'A.L.E.N.A., etc. Il est vrai que l'on peut toujours répondre que c'est l'effet de l'expérience acquise, douloureusement, entre 1914 et 1945.

classes moyennes de villes, ses élus au sein d'une méritocratie de latinistes distingués; bien sûr les milieux d'affaires continuaient à dominer l'économie, mais ce n'est pas le Comité des Forges qui a déclaré la guerre! Le seul président du Conseil issu de la grande bourgeoisie d'affaires, Caillaux, fut aussi le seul dirigeant français de toute l'avant-guerre à agir pour éviter le conflit: en négociant avec l'Allemagne en 1911, il contribua à faire gagner trois ans à l'Europe; en 1917, nous verrons qu'il fit de nouvelles tentatives de conciliation. Faut-il supposer que les capitalistes bellicistes contrôlaient le régime en sous-main, que les politiciens n'étaient que leur pantins, que les radicaux, après s'être faits élire par le peuple, venaient manger dans la main des marchands de canon? Il n'y en a aucune preuve, et cette manière d'envisager l'Histoire rappelle fâcheusement la **théorie du complot** selon Drumont, selon Maurras — les obscures franc-maçonneries, les obscures juiveries, les obscures capitalisteries tissant le destin du monde dans l'ombre douillette de quelque discrète salle de conseil d'administration: non seulement c'est du roman-feuilleton, mais cela sent très mauvais et ne mérite que le mépris¹.

Il me semble que **les milieux d'affaires** de la Belle Époque, comme le reste de la société française, **ont été victimes de la fièvre belliciste** du temps, laquelle n'est pas née dans un milieu social particulier (les bataillons scolaires étaient formés de petits paysans et encadrés par des enfants de paysans, personne ne les a forcés!), mais de circonstances douloureuses qui ont affecté tous les Français, et d'un certain nombre de dérives collectives que j'ai détaillées au chapitre 6; elle leur a fait perdre de vue, ni plus ni moins qu'au reste de la population, leurs intérêts les plus élémentaires. Il s'agit donc, me semble-t-il, non pas d'un problème de classe, d'un problème de relations sociales, mais d'un problème de génération (au sens large): le plus terrible, dans la grande boucherie, ce fut l'entente enthousiaste de tous les milieux sociaux pour se précipiter à la mort et précipiter leurs pays à la ruine².

¹ Je m'attaque ici à des caricatures, mais c'est bien à ce type de caricatures qu'on aboutit lorsqu'on pousse un tant soit peu ce type d'explication du monde: leur trait essentiel est de nier la complexité des sociétés en surévaluant le poids des "puissants", alors que les sociétés démocratiques modernes sont précisément marquées par une dispersion énorme, et rapidement croissante, du pouvoir. Le grand problème du monde moderne, ce n'est pas que quelques-uns contrôlent tout, mais que personne ne contrôle rien... À titre strictement personnel, j'aurais tendance à ajouter que malgré tous ses inconvénients, cette situation de non-contrôle est sans doute, pour reprendre une expression de Churchill concernant la démocratie, "la pire de toutes à l'exception de toutes les autres", vu notamment ce qu'ont donné les dernières tentatives en date de contrôle des sociétés par des moyens modernes, les totalitarismes.

N.B. Le dessinateur de bandes dessinées Jacques Tardi a repris ces caricatures dans deux de ses albums des années 1980, *Adieu Brindavoine* et *Le secret de la salamandre*; il est d'ailleurs assez difficile de savoir quelle est, dans ces œuvres, la part de l'adhésion à cette idéologie et la part de la parodie. J'en dirais volontiers autant de la *World Company* des Guignols de l'Info.

² On peut évidemment toujours soutenir que les prolétaires étaient "aliénés". Concept idiot qui explique tout et n'explique rien, sinon sur la mentalité de ceux qui l'emploient — j'y reviens au chapitre 1 du cours sur la Russie. Imperturbablement sûrs d'avoir raison, par-delà leurs prétentions hautement scientifiques ils en reviennent toujours à considérer comme "aliénés" tous ceux qui ne pensent pas comme eux, et comme "politiquement conscients" tous ceux qui pensent comme eux; après, ils cherchent des responsables, ce qui

Aujourd'hui que le marxisme-léninisme est intellectuellement moribond, et dans le contexte du carnage yougoslave de la dernière décennie, nous aurions tendance à mettre en accusation **les nationalismes** européens **du XIXe siècle**. Après avoir été progressistes jusque vers 1860 (ainsi au moment des révolutions libérales de 1848, de l'unité italienne) ils se seraient durcis en forces xénophobes, rétrogrades, en forces de repli sur soi et de refus de l'autre: l'unité allemande se fit "par le fer et le sang"; à partir de 1895 on assista à une exaspération incontrôlée — ou, pour d'autres, trop bien contrôlée — des opinions publiques, dans le contexte, pour la France, des rivalités coloniales avec l'Allemagne (au Maroc) et la Grande-Bretagne (l'incident de Fachoda), du rêve de Revanche...

L'explication ne vaut, je crois, que si l'on prend en compte la notion de dérive — par quoi l'on retombe sur l'idée qu'il s'agit d'un problème de génération. *Fragment d'idéologie*: j'ai déjà souligné au chapitre 5, et je voudrais souligner ici à nouveau, qu'**un nationalisme n'est pas forcément un bellicisme**, contrairement à un discours trop répandu aujourd'hui en France: nombreuses sont les régions d'Europe où existent des nationalismes fort vigoureux, et pourtant pacifiques, totalement imperméables à toute forme d'exaltation et d'hystérie, et qui n'ont jamais dégénéré en xénophobie (pas en tout cas en xénophobie politique, je veux dire en exploitation politique de la xénophobie, en tentatives de mobiliser la population par l'exploitation de la xénophobie — la xénophobie et le racisme quotidiens sont, malheureusement, de tous temps et de tous lieux). Les Finnois, les Estoniens, les Tchèques, les Slováques en sont de bons exemples. Être fier de ce que nous sommes, de ce que nous avons en commun, de ce que nous avons apporté de particulier à l'aventure de l'humanité, se donner pour but de tout faire pour le préserver et pour le développer, ne signifie pas forcément mépriser ceux qui sont différents de nous et vouloir les asservir! Ni rejeter ceux d'entre "nous" qui sont venus d'ailleurs à date plus récente, et ce qu'ils ont apporté à ce "nous": on peut très bien défendre une identité tout en reconnaissant son caractère évolutif. Ni haïr la modernité. En France même, la version gaullienne du nationalisme n'avait rien de xénophobe ni de belliciste. Bien sûr, cela peut mal évoluer; mais cela peut aussi *ne pas* mal évoluer: tous les nationalismes n'ont pas débouché sur des génocides et des purifications ethniques¹.

prouve essentiellement qu'ils sont incapables de concevoir qu'un être humain soit différent d'eux sans que ce soit le résultat d'un calcul, d'un complot — voyez la note précédente.

¹ Au-delà, je me permets d'affirmer que **le nationalisme, dans la mesure où il n'est pas violent, est quelque chose de parfaitement légitime**. Le dire est plus difficile en France qu'ailleurs: il existe dans ce pays un étrange discours qui flétrit tous les nationalismes au nom des valeurs progressistes universelles que la France est censée incarner depuis deux siècles, tout en glorifiant cette même France à cause de cette incarnation de l'universel, et, toujours au nom de l'universel, s'horrifie de toutes les atteintes supposées être portées de l'étranger à l'exception nationale, tout en ayant énormément de mal à accepter l'existence d'exceptions non françaises, puisque ce n'est pas l'universalité des valeurs qui les porte. Par quoi la baguette et le béret se trouvent parés des

Il y a eu **dérive** là où les nationalismes ont pris, *mais ce n'était pas fatal*, une coloration biologisante, c'est-à-dire lorsque et là où l'on s'est mis à penser que le sang qui coule dans nos veines conditionne notre manière d'être, et que le sang d'un Français n'est pas le sang d'un Allemand: autrement dit, là où l'on a confondu la culture et la race. Lorsque et là aussi où le développement du nationalisme s'est accompagné, *mais ce n'était pas fatal*, d'une célébration de la violence purificatrice, de la guerre juste, fraîche et joyeuse, lorsque et là enfin où l'idée s'est imposée, *mais ce n'était pas fatal*, de l'inégalité naturelle (non plus de la différence) des peuples et des races, l'idée aussi que certains peuples ont une mission (religieuse, idéologique ou autre) propre à justifier toutes les violences à l'égard des autres. Il s'est agi d'**un processus historique** qui a touché certaines nations européennes, mais en a épargné d'autres; et ce à une certaine époque, bien datée — voyez aussi, au chapitre 10, le passage sur la montée du racisme en France au XIXe siècle, et, *passim*, les réflexions sur la persistance dans notre pays d'une mentalité d'affrontement, de violence désirée, de "guerre civile", liée à la difficile Histoire de l'implantation de la modernité politique. Du reste cette montée d'un discours, d'une esthétique de la violence et du mépris est loin, à la fin du XIXe siècle, de n'avoir été que le fait des nationalistes: entre autres, on la retrouvait également chez les socialistes, de Blanqui à Lénine en passant par Hervé et par Sorel (ou, en Italie, par Mussolini) — j'ai essayé de le montrer, pour la France, au chapitre 6; voyez aussi notamment le cours sur la Russie, au chapitre 1. **L'idéologie de la nation ne prédispose ni plus, ni moins à la violence que l'idéologie de la lutte des classes**: l'une a engendré Jaurès et Staline, l'autre de Gaulle et Hitler.

Et il est important de souligner encore une fois qu'il s'est agi d'**un aveuglement collectif**, imputable au manque d'information et d'intérêt, à l'absence d'un réel débat sur les enjeux, et pas, comme on l'a dit à gauche après 1918, à un complot ourdi par une minorité de manipulateurs qui se fût frotté les mains d'écraser le socialisme tout en arrondissant son magot. Ni par une franc-maçonnerie de fanatiques: tout ceci est bien trop simple. Les "hussards noirs de la République", qui sortaient du peuple et étaient plutôt à gauche, qui ruisselaient de bons sentiments progressistes en tout cas, n'imposèrent pas de force à la population une idéologie dont elle ne voulait pas; lorsqu'ils bourraient le crâne des gosses

charmes du progressisme, tandis les autres patrimoines nationaux se trouvent rejetés dans les ténèbres de la réaction, au mieux dans celles des folklores: l'universalisme n'aboutit qu'au mépris (et à des explications à l'extrême limite du racisme: les Serbes sont "responsables" de la première guerre mondiale parce que leur nationalisme est ontologiquement belliciste... le président Mitterrand, qui avait déclaré à propos du conflit yougoslave en 1990: « le nationalisme, c'est la guerre », a aussi traité de "tribus" les nations de l'ancienne Yougoslavie, à la même époque — il me semble que les deux formules, loin de s'opposer, s'éclairent l'une l'autre). L'exaspération que m'inspire ce type d'attitude mentale a déjà transparu dans ce cours, notamment au début du chapitre 5: qu'on me permette de noter ici une nouvelle fois que la patrie des droits de l'homme a fait au moins autant de dégâts autour d'elle que la Pologne ou la Roumanie, et que si nous sommes fiers d'être Français, nous devons accepter que les Hongrois soient fiers d'être hongrois, *et pour les mêmes raisons*: un patrimoine national n'a pas besoin pour être respectable de s'enrober comme le nôtre dans une phraséologie "progressiste", ou autoproclamée telle.

avec des idioties bellicistes ils exprimaient un consensus: jamais les parents d'élèves ne protestèrent contre les bataillons scolaires! Et les foules au Quatorze juillet, on ne les amenait pas de force...

« Que dire des revues, des revues chantées par l'immortel Paulus, le flot humain s'écoulant des faubourgs à cinq heures du matin, les gosses sur l'épaule de papa, la femme avec le panier à provisions, les papiers gras, les litres vides sur les vastes étendues de gazon, et cette rumeur furieuse qui s'enfle, décroît, rebondit terrible et s'arrête net, foudroyée, tandis que la dernière charge étincelante au pied de la tribune présidentielle fait encore trembler la terre?... Culte de l'armée, religion patriotique à peu près vidée de sa substance, et qui donnait encore, à la majorité des Français, l'illusion d'une unité spirituelle déjà détruite dans les cerveaux, entamée dans les cœurs... » (Bernanos, *La grande peur des bien-pensants* — une analyse très légitimiste!).

Bref, **les dérives du nationalisme s'enracinaient dans une évolution générale des esprits**, tout à fait détestable, mais qui dépassait largement cette seule dimension. Ce n'est donc pas dans le nationalisme en lui-même qu'il faut chercher la cause de la guerre; il faut interroger les différents processus qui l'ont gauchi, durci, rendu violent, comme il faut interroger ceux qui ont fait que les capitalistes français se sont laissés persuader, contre toute vraisemblance, contre tout "intérêt de classe", que la guerre était bonne pour eux. Ce sont d'ailleurs les mêmes. Cela dépasse largement et le cadre de ce cours et mes capacités; nous sommes ici dans le cadre d'une réflexion personnelle que je mène à l'aide d'éléments hétéroclites, lesquels à ma connaissance ne se trouvent nulle part rassemblés. Les quelques éléments qui suivent prétendent seulement compléter ceux de la fin du chapitre 6; ce que j'ai traité sur le plan des mentalités collectives, je voudrais ici le reprendre sur le plan du fonctionnement des institutions.

Je crois que les **systèmes politiques** de la Belle Époque portent une lourde responsabilité dans l'entraînement qui a conduit à la guerre. Il s'agissait de **démocraties limitées**, où **les affaires étrangères et la chose militaire étaient aux mains de castes** qui n'avaient guère de comptes à rendre à l'opinion. La chose était particulièrement évidente en Russie, aussi en Allemagne, en Autriche-Hongrie et en Italie, trois pays où les élus géraient les problèmes intérieurs, mais en association avec des monarques non élus et leur entourage, et où la diplomatie et l'armée étaient encore entièrement aux mains des surgeons des aristocraties terriennes d'Ancien Régime. La situation n'était pas très différente en Grande-Bretagne, où pourtant la démocratie fonctionnait mieux: la diplomatie britannique était l'apanage des anciens élèves des *public schools* et des prestigieuses universités de Cambridge et d'Oxford, un monde à part où l'on réglait les problèmes entre anciens camarades de promotion, en frac, autour de tasses de thé... Rien d'étonnant, dans ces circonstances, à ce

que les clauses secrètes des traités diplomatiques n'aient posé de problèmes à personne: qu'importait l'opinion de la canaille en casquette, à quoi bon l'informer de ces grands problèmes du concert des nations que seuls maîtrisaient les techniciens, les sages, les initiés, les hommes de bien, ceux qu'un cigare ne faisait pas tousser et qui savaient se servir de couverts à poisson?

Même en France où le recrutement de l'armée et du Quai d'Orsay était un peu plus démocratique (pas beaucoup plus, en fait), une mentalité comparable régnait. L'opinion ne leur demandait pas vraiment de comptes, d'ailleurs, à ces diplomates, à ces généraux¹; les affaires étrangères occupaient rarement la première page des journaux et la première place dans les campagnes électorales; au sein du monde politique, Jaurès et ses amis étaient les seuls à faire entendre une voix discordante. Et que faire d'ailleurs? À l'exception des ministres, tous ces gens n'étaient pas soumis au verdict des urnes — les ministres passaient, plus ou moins compétents; les diplomates demeuraient avec leurs fracs et leurs tasses de thé, leur savoir-faire technique, leurs recettes et leurs erreurs. **Ce n'était pas encore tout à fait l'ère des masses**, ce qui avait ses avantages (les politiciens ne cherchaient pas encore à fanatiser les foules à l'aide de slogans simplistes) mais aussi ses inconvénients: dans des domaines aussi cruciaux que la paix et la guerre, les affaires du pays, son avenir, étaient laissés entre les mains de techniciens très sûrs d'eux-mêmes, extrêmement arrogants, qui s'aveuglèrent collectivement et, en toute quiétude spirituelle, menèrent le continent à sa perte.

Il faut dire que personne n'imaginait la nature de la guerre qui s'annonçait: je l'ai souligné pour l'ensemble des Français au chapitre 6, il me faut le répéter ici pour les hommes de pouvoir. Alors que les crises diplomatiques se multipliaient, **les gouvernants de la période 1905-1914 ne se rendirent absolument pas compte qu'ils entraînaient leurs pays dans une aventure totalement nouvelle**. Ils manquèrent d'imagination (il est facile de le leur reprocher rétrospectivement); ils envisageaient un conflit bref et peu sanglant: en août 1914, tout le monde pensait, ou faisait semblant de penser, que les soldats seraient de retour chez eux pour l'hiver!

La guerre était prévue, acceptée, le pays s'y préparait activement, comme le montrait le vote de la loi des trois ans en août 1913. **Les différents acteurs**, à l'échelle d'un pays ou de tout le continent, s'entraînaient et **s'excitaient les uns les autres**. Ainsi les militaires français ne voulaient pas risquer d'être accusés d'impréparation, comme en 1870: ils faisaient donc pression sur le gouvernement dans le sens de ce qu'ils prenaient pour de la prudence en cas d'attaque; mais comme l'état-major allemand avait les mêmes "prudences", le

¹ Lors de l'affaire Dreyfus, l'armée fut attaquée pour l'injustice faite à un innocent, pour ses compromissions avec des forces hostiles à la République; mais pas parce qu'elle préparait la Revanche — il n'y avait pas plus cocardier que Clemenceau, même quand il stigmatisait la "jésuitière".

résultat était de rendre l'éventualité d'une conflagration toujours plus probable. La classe politique se montra incapable de leur résister, car elle fonctionnait dans le cadre des mêmes logiques mentales: Maurice Agulhon fait remarquer qu' « **en tout pays les gouvernants, même s'ils ne voulaient pas la guerre, devaient en accepter l'éventualité.** Ils considéraient comme de leur devoir de tout faire pour la gagner, donc de tenir prêtes les forces nécessaires. Or, la mesure de ce qu'il faut faire pour être prêt dépend des états-majors militaires (...). De là un enchaînement presque automatique de mesures voulues par les militaires et imposées aux politiques. Quel homme d'État [aurait] pr[is] le risque de mettre son camp en péril en faisant retarder, pour des fins diplomatiques aléatoires, une mesure de défense réputée indispensable? ». Lors de la crise diplomatique ouverte par l'assassinat à **Sarajevo**, le 28 juin 1914, de l'archiduc Ferdinand, héritier des trônes d'Autriche et de Hongrie, presque personne ne fit rien, ni en France ni ailleurs, pour rompre l'enchaînement infernal qui menait toute l'Europe à l'abîme: au contraire, à la mi-juillet le président de la République française, Poincaré, et celui du Conseil, Viviani, se rendirent en Russie non point pour calmer le Tsar, mais pour raffermir l'alliance entre les deux pays!; la France mobilisa dès le premier août alors que l'Allemagne ne lui avait pas encore déclaré la guerre, sans comprendre que ce geste serait interprété comme un *casus belli* — ou peut-être en le comprenant trop bien, et en cherchant à rejeter sur Guillaume II la responsabilité de l'engagement formel d'un conflit perçu comme de toute façon inéluctable.

Les choses ont changé depuis: on a appris à apaiser les conflits plutôt qu'à mettre de l'huile sur le feu, et cela sans pour autant "baisser la garde" face à l'ennemi (c'est toute l'histoire de la guerre froide). Effet de la désastreuse expérience de 1914? Aujourd'hui, les grandes puissances dialoguent, l'opinion publique y est attentive; en 1914, seuls les diplomates se parlaient, plus ou moins en secret; les politiques se contentaient de s'invectiver, la population était amorphe. Même si l'O.N.U. vous semble un "machin" coûteux et inefficace, pensez-y.

II-L'entrée dans une guerre longue: 1914-1916.

En août 1914, comme je viens de le noter, les Français partirent pour quelques semaines de guerre; un an et demi après, il devint évident que le conflit durerait davantage qu'aucune autre guerre n'avait duré depuis un siècle, que ce conflit était d'une nature différente

¹ Il est vrai que ce voyage montrait aussi qu'on ne s'attendait pas un conflit immédiat.

des précédents. Il fallut donc s'adapter; c'est sur cette adaptation que je voudrais insister dans cette partie.

« Est-ce à dire que je méprise les nobles guerres de jadis,
Que je me soucie comme une cerise de celle de soixante-dix?
Au contraire je la révère et lui donne un *satisfecit*,
Mais, mon colon, celle que je préfère, c'est la guerre de quatorze-dix-huit! »
(G. Brassens)

A) L'Union sacrée.

La grande surprise des premiers jours de la guerre, ce fut la réconciliation de l'ensemble des forces politiques pour faire la guerre, **l'«Union sacrée»** — l'expression est de Poincaré; elle a un petit côté clérical, sans doute voulu: on y lit la volonté de faire passer au second plan les querelles des années 1900.

Les autorités s'attendaient à des résistances, elles s'apprêtaient déjà à faire arrêter pour trahison une partie des opposants au au bellicisme ambiant: ce fut l'affaire du **carnet B**, un document qui contenait une liste de socialistes et de syndicalistes à emprisonner. Mais, à la surprise de beaucoup, **tous les partis votèrent les crédits militaires** et les mesures exceptionnelles demandées par le gouvernement: la suspension de la liberté de la presse, la possibilité pour le ministre des Finances d'engager des dépenses et de lancer des emprunts sans autorisation préalable du Parlement, la possibilité pour la Banque de France d'émettre des billets de banque sans contrepartie métallique, et la suspension de la convertibilité du franc. À la Chambre, le vieux communalard Édouard Vaillant serra solennellement la main d'Albert de Mun, figure emblématique de la droite orléaniste... Dès les premiers jours du conflit, **deux membres de la S.F.I.O. entrèrent au gouvernement** (les premiers de l'Histoire du pays), reniant le combat de Jaurès dont le cadavre n'était pas encore froid¹, et leur propre idéologie: Marcel Sembat (1862-1922) aux Travaux publics (il réussit remarquablement grâce à ses bonnes relations avec le monde syndical, et demeura en poste jusqu'en 1916), et Jules Guesde, figure emblématique du socialisme français, qui devint ministre d'État sans portefeuille, un poste essentiellement symbolique. La C.G.T. adhéra elle

¹ Encore que Jaurès avait toujours distingué pacifisme et défaitisme (voyez au chapitre 6); or la France était agressée, en apparence tout au moins. Voyez plus bas le discours de Jouhaux à ses funérailles: il reprenait cette idée.

aussi à l'Union sacrée début août, derrière son secrétaire général Léon Jouhaux, c'est-à-dire qu'elle cessa d'appeler à des grèves, en contradiction totale avec la charte d'Amiens.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que la base ne réagit guère. **Il n'y eut aucun trouble à l'occasion de la mobilisation**, à part quelques manifestations cégétistes fin juillet, avant la mobilisation; très peu de cas d'insoumission ou de désertion (1% au total — nettement moins que lors d'une campagne d'incorporation normale!); il n'y eut guère non plus de grèves jusqu'à la fin 1916. Tout ceci a permis à certains historiens de soutenir que si les socialistes adhèrent à l'Union sacrée, ce fut contraints et forcés par leur base, intoxiquée de bellicisme et qui les eût taillés en pièces s'ils avaient protesté. Cette thèse, Merrheim, une figure importante du mouvement syndical (il était secrétaire de la Fédération des Métaux de la C.G.T.), la développa au congrès de Tours, en décembre 1920, lorsqu'il fut sommé de s'expliquer sur ses errances d'août 1914: « si nous avions donné un ordre de grève ou d'insurrection, **la classe ouvrière n'aurait pas laissé aux agents de la force publique le soin de nous fusiller, elle nous aurait fusillés elle-même** ». Il fallut, ajouta-t-il, deux ans et demi aux ouvriers pour comprendre leur erreur, la manipulation dont ils avaient été victimes — on peut se demander, au passage, à quoi avait servi toute la propagande pacifiste de l'avant-guerre, les discours de Jaurès et les chansons de Montéhus... En somme, les logiques de classe ne l'avaient pas emporté sur les logiques nationales, les ouvriers de France se sentaient des Français avant de se sentir des prolétaires; comme le soulignent les historiens J.J. Becker et S. Bernstein, « le monde ouvrier était beaucoup plus intégré à la nation qu'il ne le pensait lui-même », et surtout que ne le pensaient ceux qui parlaient en son nom — lesquels, d'ailleurs, devaient bien s'en douter un peu, comme le montre la rapidité de leur évolution¹.

Et puis il se souvenaient sans doute que Jaurès, tout pacifiste qu'il était, n'avait jamais appelé à ne pas défendre la nation en cas d'attaque allemande. En fait, il est très difficile de dire ce qu'il aurait fait s'il avait vécu une semaine de plus! Cette guerre était une bêtise préparée à deux (et plus), mais maintenant qu'elle avait éclaté, pouvait-on se permettre d'attendre la vassalisation? Le ralliement à l'Union sacrée des ouvriers français, de la S.F.I.O. et de la C.G.T. se comprend d'autant mieux que c'était l'Allemagne qui avait déclaré la guerre à la France², et que les socialistes allemands avaient voté les crédits de guerre, un jour avant leurs camarades français. À partir du moment où chez l'ennemi il n'y avait pas de mobilisation pour la paix, **s'opposer à la guerre en France signifiait accepter la victoire de**

¹ Et puis ils eurent à prendre des décisions cruciales dans une ambiance très lourde (les ultranationalistes menaçaient de les pendre, et l'assassinat de Jaurès montrait que certains les prenaient au mot; le carnet B pesait sur leur destin) et dans des circonstances très difficiles: leur leader venait de mourir; débordés, ils dormaient peu, les événements se succédaient à un rythme accéléré...

² Sur une demi-provocation, nous l'avons vu — mais il y en avait eu d'autres de la part de l'Allemagne.

l'Allemagne, pays dont le régime était perçu en France, à tort, comme bien moins favorable encore au mouvement social que la République française, et, avec raison, comme bien plus militariste et bien moins libéral en politique. Surtout, l'Allemagne s'était rendue coupable d'une grave injustice en 1871, et ne s'était guère adoucie depuis. On pouvait craindre de nouvelles annexions: les pangermanistes rêvaient de mettre la main sur tous les territoires ayant jadis appartenu au saint Empire romain germanique. Cette guerre, si elle avait été gagnée par l'Allemagne, aurait provoqué en Europe continentale un déséquilibre difficile à corriger: l'Europe aurait été allemande pour quelques siècles. Enfin l'invasion par l'Allemagne de la Belgique neutre fut ressentie comme une perfidie sans nom: ainsi **la guerre apparaissait à beaucoup, même à gauche, même parmi ceux qui avaient fait ce qu'ils avaient pu pour l'empêcher, comme juste**, ou tout au moins comme un moindre mal face au risque d'une injustice plus grande¹.

Il y avait aussi, même et surtout à gauche, l'idée que **la guerre**, censée être une brève parenthèse qui ne remettrait pas en question l'avancée des idées progressistes, **permettrait d'apporter la démocratie à toute l'Europe**, à commencer par l'Allemagne, donc de faire progresser celle-ci "sur la bonne voie" dans le sens de l'Histoire: la France n'était-elle pas passée d'abord de l'Ancien Régime à la République bourgeoise, et n'avait-ce pas été un progrès? La France, une fois de plus, comme à l'époque de la Révolution, serait, selon le mot déjà cité de Clemenceau, le « soldat de l'idéal », ou, selon l'expression des années de Révolution, la "grande nation". On ajoutait que cette guerre menée contre l'Empire allemand, non contre le peuple allemand, servirait de prélude à une réconciliation des peuples, préalable indispensable à la Révolution socialiste, ou tout au moins au progrès social. Tel était le sens du discours que le secrétaire général de la C.G.T., Léon Jouhaux, prononça aux funérailles de Jaurès, début août, que j'ai déjà cité en partie en note, et où il retrouvait des accents girondins, ceux de Valmy et de la levée en masse (en revanche, pas le moindre accent socialisant dans ces phrases):

« La guerre est celle du droit des nations et des libertés républicaines. (...) Acculés à la lutte, nous nous levons pour repousser l'envahisseur, pour sauver le patrimoine de civilisation et d'idéologie généreuse que nous a légué l'Histoire. Nous ne voulons pas que sombrent les quelques libertés si péniblement arrachées aux forces mauvaises. (...) Empereurs d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne, hobereaux de Prusse et grands seigneurs autrichiens, qui, par haine de la démocratie, avez voulu la guerre, nous prenons l'engagement de sonner le glas de votre règne. **Nous serons les soldats de la liberté.** »

¹ Des questions du même genre se posèrent à nouveau, cruciales, vers 1940, avec plus de clarté vue a personnalité et le programme d'Hitler. De nouveau, une bonne partie de la gauche choisit d'assumer la guerre, à Londres ou dans les maquis, avec une partie de la droite. Je ne sais si Jaurès aurait choisi l'Union sacrée en 1914, mais je suis sûr qu'en 1940 il eût résisté. C'est dans le gaullisme qu'est la postérité du jaurèsisme, pas dans Vichy, la vassalisation acceptée, la collaboration.

D'autres historiens et certains témoins insistent au contraire sur le caractère artificiel et quelque peu forcé de l'enthousiasme guerrier d'août 1914, sur la part de résignation à l'inévitable qui y entraînait: puisque l'Allemagne était l'agresseur, il fallait bien se battre, mais peu nombreux furent ceux qui y allèrent vraiment de bon cœur; et puis, en temps de guerre, on risquait le peloton d'exécution pour insoumission, non plus seulement la prison. Certains débordements bruyants que l'on mit sur le compte de l'enthousiasme furent surtout l'effet de l'ivresse, et, c'est bien connu, on boit aussi parfois pour oublier, parce qu'on est mal à l'aise... La "fleur au fusil", l'hystérie guerrière telle que Céline l'évoqua (vingt ans plus tard) aux toutes premières lignes du *Voyage au bout de la nuit*, étaient largement des créations de la propagande — celle de la presse dans les premiers jours, celle des anciens combattants après la guerre, mais aussi la contre-propagande des communistes ulcérés par la manipulation de la classe ouvrière et prompts à s'attribuer le mérite de lui avoir ouvert les yeux. Toujours est-il que **la gauche française a payé très cher**, après 1920, **son ralliement** à une guerre dont elle ne prévoyait évidemment ni la durée, ni la cruauté: ce fut la controverse sur le ralliement de la S.F.I.O. à l'Union sacrée, avec ses développements postérieurs (l'admiration rétrospective d'une partie de la gauche pour l'indéfectible pacifisme des bolcheviks russes), qui provoqua la scission du congrès de Tours, et depuis lors, la gauche n'a plus jamais été unie.

L'Union sacrée ne concernait pas que les socialistes de la S.F.I.O. et de la C.G.T. De grands ténors de tous bords entrèrent aussi au gouvernement: Briand à la Justice, Millerand à la guerre, etc.; mais pas Clemenceau, qui voulait être président du Conseil ou rien, ni Caillaux, le président du parti radical, trop récemment éclaboussé par le scandale Calmette (le procès de sa femme eut lieu en juillet 1914¹). Même la droite catholique fit son entrée au gouvernement en 1915 avec Denys Cochin, l'un des chefs de file des orléanistes, qui resta ministre jusqu'en 1917. **Ce fut la guerre qui permit la réintégration des droites dans la vie politique française**: la surenchère nationaliste, qui était l'un de leurs fonds de commerce depuis l'époque Boulanger, se trouva légitimée, la République étant devenue largement aussi belliciste que ses critiques d'avant-guerre; par ailleurs, dans la nécessité de l'union nationale, les droites mirent une sourdine à leur hostilité au régime.

B) Les opérations militaires jusqu'à la fin 1916.

¹ Elle fut acquittée.

La France entra en guerre avec des **forces** (la conscription nationale permettait d'aligner une armée nombreuse, relativement bien exercée et bien encadrée) et des **faiblesses** (le pantalon rouge des fantassins, si décoratif aux défilés, en faisait des cibles idéales; le viril képi ne résistait pas aux balles, alors que les soldats allemands portaient des casques). L'armée était commandée par Joseph **Joffre** (1852-1931), un homme issu d'un milieu modeste et républicain, polytechnicien de formation. Il avait pris part au siège de Paris en 1871, puis avait servi aux colonies (au Tonkin, au Soudan, à Madagascar); il s'était illustré notamment à la prise de Tombouctou. Promu général en 1902, il devint chef de l'état-major en 1911. Son plan initial (le "plan XVII") était de déployer une offensive sur la frontière franco-allemande, pour pouvoir s'appuyer sur le Rhin; effectivement, les premiers jours, la France avança quelque peu en Alsace, prit Mulhouse (il y eut un déchaînement d'enthousiasme patriotique); mais ces avancées furent sans lendemain, toute percée se révéla impossible. Surtout, Joffre, trop confiant dans les traités, négligea la possibilité d'une invasion de la Belgique neutre par les troupes allemandes. C'était pourtant ce que prévoyait le **plan Schlieffen-Moltke**¹: l'état-major allemand voulait prendre Paris en quelques semaines, avant que la mobilisation de l'armée russe ne fût terminée, afin d'éviter d'avoir à combattre sur deux fronts; pour cela, il n'avait guère d'autre choix que le passage par la Belgique, l'armée française étant massée à la frontière franco-allemande.

Après l'invasion de la Belgique (dans la première quinzaine d'août), l'armée française accumula les revers: début septembre, moins d'un mois après le début des hostilités, Paris était menacée et le gouvernement et les Chambres partirent s'installer à Bordeaux. Le désastre de 1870 semblait se répéter. Joffre cependant était parvenu à organiser une retraite en plus ou moins bon ordre jusqu'à la Marne et l'Ourcq, ce qui permit à l'armée française d'arrêter l'armée allemande à la **bataille de la Marne**, début septembre 1914. Cependant cette bataille cruciale, livrée à moins de trente kilomètres de la capitale, n'aurait pas été gagnée sans l'énergie du général Joseph-Simon **Galliéni** (1849-1916), le commandant de la place de Paris: il profita de ce que l'armée allemande, dans un premier temps, négligeait Paris (toujours fortifiée), la contournant à l'est dans le but de prendre à revers les armées françaises, pour l'attaquer sur son flanc droit. Pour ce faire, il dut mobiliser des troupes supplémentaires qu'il amena sur le front grâce aux taxis parisiens, mobilisés pour l'occasion: les **taxis de la Marne** sont restés célèbres. Dans cette victoire de la Marne, il ne faut pas non plus négliger le rôle indirect de l'offensive russe, qui débuta dès la mi-août, contrairement à toutes les attentes des Allemands. Les Russes, après avoir pénétré en Prusse orientale, se firent tailler en pièces à la bataille de Tannenberg, fin août; mais, à un moment crucial, ils avaient retenu à l'est une

¹ Il avait été mis au point entre 1895 et 1905 par le maréchal Alfred von Schlieffen (1833-1913), ancien chef de l'état-major de l'armée allemande; Moltke lui avait succédé en 1906; après la défaite de la Marne il fut remplacé par Erich von Falkenhayn (1861-1922).

partie des troupes allemandes, l'état-major allemand dut même retirer des troupes du front français.

La bataille de la Marne fit oublier l'erreur initiale de Joffre et lui valut une très grande popularité. Elle évita à la France une défaite immédiate du genre de celle de 1870. Puis, durant deux mois, de septembre à novembre 1914, les deux armées tentèrent de se déborder mutuellement par l'ouest, mais cette "**course à la mer**" s'acheva sans avantage décisif pour l'un ni l'autre des adversaires. En décembre 1914, le front était stabilisé du sud des Vosges au Pas-de-Calais et à la Flandre occidentale belge, sur une série de positions très favorables aux Allemands; dix départements français étaient occupés ainsi que l'essentiel de la Belgique, sauf une petite région autour d'Ypres et du fleuve Yser. L'Europe occidentale dut alors se résoudre à s'installer dans une guerre longue. Les deux armées, de force à peu près égale et déjà bien éprouvées (la France avait déjà eu trois cent mille tués et six cent mille blessés en 1914, elle eut trois cent soixante-quinze mille tués et six cent mille blessés en 1915), n'eurent pas d'autre solution que de se fortifier sur place en s'enterrant: ce fut la fin de la "guerre de mouvement" et le début de la "guerre de position", la **guerre de tranchées**.

Les contemporains eurent beaucoup de mal, psychologiquement, à s'adapter à cette guerre de siège d'un nouveau genre, qui à long terme ne pouvait déboucher que sur un étouffement de l'Allemagne, enclavée au centre de l'Europe, mais à court terme était fort coûteuse en hommes, et fort frustrante: dans la boue des plaines picardes et champenoises, on était loin des épopées napoléoniennes et coloniales avec lesquelles les instituteurs avaient fait rêver des générations de potaches... **Longtemps le haut commandement s'obstina à claironner périodiquement qu'on était à la veille d'une reprise de la guerre de mouvement, à essayer de la relancer.**

Il y eut des tentatives pour porter l'action sur de nouveaux théâtres, afin d'affaiblir les Empires centraux en les obligeant à disperser leurs forces. Le Quai d'Orsay se lança dans des marchandages sordides avec les pays neutres, dont certains seulement aboutirent (les Pays-Bas et les pays scandinaves ne se laissèrent point tenter; la Bulgarie entra en guerre dans l'autre camp). Le grand succès de l'année 1915 fut l'**entrée en guerre de l'Italie** aux côtés de l'Entente: avant 1914, l'Italie avait été l'alliée de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie au sein de la Triplice, mais elle avait également signé des accords secrets avec la France (voyez au chapitre 6), et elle n'était pas entrée en guerre en 1914. Elle finit par changer de camp lorsque les puissances de l'Entente lui promirent les "terres irrédentes", ces terres italiennes¹ qui étaient restées à l'écart de l'unification, et qui étaient situées en Autriche-Hongrie. Cela

¹ Ou tenues pour telles en Italie: l'Istrie ne l'était qu'à moitié, et sur la côte dalmate seules les villes avaient une population italienne, l'immense majorité de la population était de langue croate. Sur ces points voyez le cours de Relations internationales, à la fiche P4.

permet d'ouvrir un nouveau front au sud, ce qui compensa l'effondrement de la Serbie, débordée par les Autrichiens dès 1914. En 1916, l'Entente décida la **Roumanie** à entrer en guerre à ses côtés, mais en quelques semaines l'armée roumaine fut écrasée. Plus que jamais, le front occidental restait le théâtre décisif des hostilités.

Il y eut aussi un certain nombre d'opérations des armées de l'Entente, destinées à ouvrir de nouveaux fronts; elles échouèrent les unes après les autres. L'expédition franco-britannique lancée en février 1915 dans les **Dardanelles**, le plus méridional des deux détroits qui séparent la Méditerranée de la mer Noire (sur le territoire de l'Empire ottoman, allié de l'Allemagne; sur la route de la Russie, et par ailleurs, pour l'Allemagne, sur la route du pétrole moyen-oriental), se solda par un échec au mois de mai: l'armée turque, sur un terrain qu'elle connaissait bien à quelques dizaines de kilomètres d'Istanbul, opposa plus de résistance que prévu (on allait bientôt apprendre que l'"homme malade de l'Europe" était capable à l'occasion de vigoureux sursauts — voyez le cours de Relations internationales, à la fiche A3; le commandant des troupes turques aux Dardanelles était un certain Kemal Pacha...). En septembre de la même année, un autre corps expéditionnaire franco-britannique s'installa à **Salonique**, une ville grecque située à deux pas de la Serbie en très grande difficulté, et de la Bulgarie qui venait d'entrer en guerre aux côtés des Empires centraux; mais il ne parvint pas à éviter la défaite des Serbes, car la Grèce hésitait à s'engager et lui mettait des bâtons dans les roues (elle n'entra en guerre aux côtés de l'Entente qu'en 1918). L'expédition sombra dans l'inactivité, les intrigues locales et les plaisirs en tout genre que pouvait offrir un grand port de Méditerranée¹.

Sur le front franco-allemand, l'armée française était bien seule: les Belges et les Britanniques n'étaient pas d'un grand secours (cependant, ces derniers assuraient la puissance de l'Entente sur mer). **Les offensives se succédaient** pour tenter de percer le front adverse, meurtrières et sans grands résultats stratégiques: ce furent la bataille de Champagne en février 1915, la bataille d'Artois en mai et juin, une nouvelle bataille de Champagne à l'automne. Joffre annonçait au gouvernement: « je les grignote »... Mais les troupes françaises perdaient plus d'hommes que l'armée allemande, et le moral se dégradait.

En février 1916, alors que les Français préparaient une nouvelle offensive sur la Somme, ce furent les Allemands qui prirent l'initiative d'une offensive pour crever le front à la hauteur de **Verdun** (en fait, la bataille n'eut pas lieu en ville même mais sur les lignes de front avoisinantes: les forts de Douaumont et de Vaux sont restés célèbres), ou au moins pour

¹ En revanche ce corps expéditionnaire joua un rôle notable dans la région *après* la guerre: il ne rentra en France qu'en 1920 — voyez le film *Capitaine Conan*. de Bertrand Tavernier, sorti en 1996.

"saigner à blanc" l'armée française. Verdun représentait à la fois un point d'appui essentiel pour le dispositif français de défense, et un objectif symbolique: en 843, le traité de Verdun avait donné naissance à la France et à l'Allemagne, ou du moins telle était la présentation qu'en faisait l'historiographie de l'époque¹; la France et le saint Empire romain germanique s'étaient disputé la place forte durant tout le XVIIe et le XVIIIe siècles; les armées des royaumes allemands l'avaient assiégée en 1792 et 1870.

Du côté allemand, l'attaque sur Verdun était menée par le général allemand von Falkenhayn; il fut remplacé en cours de bataille par Erich Ludendorff (1865-1937). Du côté français, ce fut cinq jours après le début de la bataille que le général Philippe **Pétain** (1856-1951) fut affecté au commandement du secteur. Né dans une famille paysanne, il avait été en poste dans différentes garnisons métropolitaines (contrairement à Joffre, ce n'était pas un colonial), puis il était devenu professeur à l'École de Guerre. Il n'avait été nommé général qu'en août 1914, à la faveur des purges qui touchèrent alors le haut commandement², à quelques mois d'une retraite que la guerre était venue remettre en cause. C'était un catholique très pratiquant et on le savait antidreyfusard, chose banale dans son milieu; mais personne ne connaissait ses opinions politiques — peu important à l'époque, du reste: aucun officier ne faisait de politique; s'il y avait parfois des conflits avec le pouvoir civil ils portaient exclusivement sur la conduite de la guerre. Du reste, même en 1940 Pétain ne fut pas un putschiste: il se fit remettre les pleins pouvoirs par les députés et les sénateurs!

Ayant compris que la guerre risquait de durer, Pétain avait le souci de limiter les pertes humaines (pour des raisons stratégiques et non pas humanistes donc: la France était moins peuplée que l'Allemagne, elle ne pouvait gaspiller ses soldats!); sa thèse essentielle était qu'il fallait arrêter les offensives à tout va, qu'on ne devait pas lancer de troupes à l'attaque avant d'avoir détruit le feu ennemi, donc après des préparatifs d'artillerie méthodiques. Il organisa la résistance à l'offensive allemande avec calme et méthode, aménagea les communications avec l'arrière, ainsi que les relèves, lesquelles transitaient par un ensemble de tranchées, de chemins et de routes plus ou moins abrités du feu de l'artillerie allemande, ce que l'on baptisa plus tard la "**voie sacrée**". L'armée française tint bon; mais la bataille dura jusqu'en octobre. Le bilan en fut plutôt favorable à la France: l'armée allemande n'avait pas réussi à percer le front, elle avait eu au moins autant de morts que l'armée française (cent soixante mille) — or elle avait à combattre sur un autre front, en Russie. Mais

¹ En réalité, la nation France et la nation allemande mirent des siècles à émerger de la "Francie occidentale" et de la "Francie orientale", les deux domaines féodaux issus (avec la Lotharingie, c'est-à-dire la Lorraine) du partage de l'Empire de Charlemagne entre ses trois petits-fils. En 1914, on n'en était pas à cela près: la France était censée remonter à la Gaule, et l'Allemagne, à l'ancienne Germanie décrite par Tacite.

² Joffre avait relevé cent trente-quatre officiers incompétents de leurs commandements au front et les avait affectés à la région militaire de Limoges, loin du front — c'est à propos de cette affaire que les médias ont inventé le verbe "limoger".

cette demi-victoire française ne mit pas fin à la guerre de tranchées: les Français non plus n'avaient pas été capables de percer le front.

La bataille de Verdun fut l'équivalent de celle de la Marne pour ce qui concernait le déroulement de la guerre; mais elle fut sans pareille pour l'horreur qu'elle suscita, en grande partie du fait de sa durée. Et ce fut vraiment une bataille livrée par la nation française tout entière: par le biais des relèves, toute l'armée ou presque y prit part. On a calculé que des quelque trente-six mille communes françaises, deux seulement n'envoyèrent aucun de leurs fils à Verdun... C'est pourquoi le site de **Verdun est devenu le principal "lieu de mémoire" de la grande guerre.** Il faut dire que le site, aménagé en musée dans les années 1920, est demeuré très impressionnant, avec l'ossuaire de Douaumont, les immenses cimetières où s'alignent des croix blanches toutes identiques, les forts, les trous d'obus encore visibles, la "tranchée des baïonnettes" où toute une section fut ensevelie et où seules les pointes des baïonnettes des soldats émergent encore du sol, les villages entièrement détruits où l'on suit la trace des anciennes rues dans les sous-bois. Verdun fit aussi **la gloire du général Pétain**: il y acquit l'immense popularité du "sauveur de la France", et d'un sauveur soucieux de ménager les vies humaines.

Parallèlement à la bataille de Verdun, dans l'été 1916 eut lieu la bataille de la Somme, lancée comme prévu par l'armée française (Joffre continuait à croire en les vertus de l'offensive). Elle se solda par un échec très coûteux en vies humaines: il y eut cent mille morts parmi les troupes françaises, encore plus parmi les troupes britanniques.

C) La vie politique durant les premières années de la guerre.

La Chambre élue en 1914 resta en place jusqu'en 1919; tous les autres scrutins furent également ajournés pour la durée de la guerre, une bonne partie de l'électorat étant mobilisé. À partir du retour du gouvernement et des Chambres à Paris, en décembre 1914, et surtout à partir du moment où l'on se rendit compte que la guerre allait durer, **la vie de la République reprit son cours**: le Parlement siégea même en permanence à partir de janvier 1915 (parfois en comité secret lorsque l'on y traitait de questions stratégiques ou militaires). En revanche l'activité des partis politiques dans le pays était très ralentie, sauf à la S.F.I.O. où les esprits s'échauffaient de plus en plus (voyez plus bas): c'était que les militants étaient au front et qu'il n'y avait pas d'élections en vue. Ainsi le parti radical ne tint son premier congrès de guerre qu'en 1917, alors qu'avant-guerre les congrès radicaux étaient annuels.

L'Union sacrée dura jusqu'en 1917, mais elle ne parvint pas à mettre fin à l'**instabilité ministérielle** caractéristique de la IIIe République. Viviani, en butte à des critiques pour son manque d'autorité et incapable de se dépêtrer des dissensions internes à son cabinet, démissionna en octobre 1915. De cette date à novembre 1917, quatre ministères se succédèrent, dont aucun ne parvint à s'imposer (ainsi, au début 1917, des affrontements très violents eurent lieu entre les députés et le ministre de la guerre, le général Lyautey, qui refusait de leur communiquer certains renseignements même en comité secret¹). Il y eut d'abord deux ministères Briand, le premier d'octobre 1915 à décembre 1916, le second de décembre 1916 à mars 1917 (c'étaient ses cinquième et sixième gouvernements, et pas les derniers); puis un cabinet Ribot² qui dura de mars à septembre 1917; puis un bref ministère Painlevé³, de septembre à novembre 1917. Bref, les cabinets étaient de plus en plus éphémères: le pays n'était plus gouverné, malgré l'urgence.

Le ministère de la Guerre souffrait tout particulièrement de cette instabilité: il eut cinq titulaires jusqu'en mars 1917, dont les généraux Galliéni et Lyautey et aussi Millerand, qui fut accusé de complaisances envers l'état-major — peut-être était-ce surtout que, étant un civil, il n'avait pas l'autorité nécessaire pour s'imposer face à celui-ci. Il y eut aussi des critiques contre Albert Thomas, le ministre socialiste de l'Armement à partir de 1915: j'y reviendrai.

Dans les premiers mois de la guerre, bien que le gouvernement eût reçu des pouvoirs spéciaux, ce fut l'état-major de Joffre (le G.Q.G. comme on disait, c'était-à-dire le Grand Quartier général) qui prit les décisions essentielles, comme le départ du gouvernement et des Chambres à Bordeaux. Il n'y eut pas de tensions visibles entre députés et autorités militaires jusqu'en 1915. L'état-major, qui s'était installé à Chantilly, perdit progressivement les fonctions non militaires qu'il s'était attribuées en 1914, par exemple l'administration des zones de front.

¹ Pour la carrière de Lyautey, voyez au chapitre 10. Il ne s'agissait pas à proprement parler de tensions entre civils et militaires, comme celles que j'évoquerai plus bas. Le ministre de la Guerre, même quand il était un militaire, agissait au nom du pouvoir civil; ceci dit, il est évident que dans cette querelle, Lyautey protégeait l'état-major contre la curiosité de ces "pékings" de députés — mais son président du Conseil était solidaire avec lui.

² Il y a vraiment n'importe qui dans l'*Encyclopædia Universalis*... Alexandre Ribot (1842-1923) était un opportuniste, ennemi de Ferry; il avait déjà été président du Conseil durant un mois en pleine tourmente du Panamá en 1892. puis à nouveau en 1895 et (quatre jours!) juste avant Viviani.

³ Celui-là a au moins une place à son nom juste en bas de la Sorbonne, et j'ai enseigné jadis dans un collège portant vaillamment son nom à la face des siècles... Paul Painlevé (1863-1933) était un mathématicien, normalien, professeur à la Sorbonne et à Polytechnique, très intéressé par les problèmes liés à l'aviation. Sa carrière politique n'avait commencé qu'en 1910. Après la guerre il fut aussi ministre des Armées, ce fut lui notamment qui prit la décision de faire construire la ligne Maginot.

Des **tensions** apparurent cependant à partir de 1915 **entre autorités civiles et militaires**, lorsque les députés prétendirent contrôler les opérations militaires: on finit par s'entendre en août 1915 sur des missions temporaires de parlementaires au front. Joffre était attaqué pour son autoritarisme; certains députés faisaient mine à l'occasion de craindre un coup d'État militaire. Même Poincaré était inquiet des ambitions du G.Q.G. (il faut dire que les généraux étaient fort populaires, en tout cas la presse le prétendait, et que la guerre et l'instabilité ministérielle renforçaient l'antiparlementarisme latent de l'opinion). De son côté, Joffre supportait mal les enquêtes parlementaires, qui minaient le principe hiérarchique et conduisaient à un relâchement de la discipline: « je ne puis admettre », déclara-t-il, « que [les députés] aillent se fournir d'arguments contre mon commandement auprès de certains de mes subordonnés ». Mais il n'y avait rien de politique dans l'attitude des militaires: jamais l'armée ne remit en cause le régime.

Finalement, en décembre 1916, Joffre, qui n'avait pas su remporter un succès sur la Somme et préparait de nouvelles offensives qui menaçaient d'être aussi sanglantes qu'inefficaces, et que l'on accusait de divers retards et erreurs de prévisions qui avaient coûté cher à Verdun, fut remplacé par Georges **Nivelle**, un homme plus jeune; il devient conseiller du gouvernement, c'est-à-dire qu'on lui aménagea un placard doré dans un ministère. Ce fut à cette occasion que l'on ressuscita, pour le consoler, la dignité de de maréchal — une référence à l'épopée napoléonienne¹ —. L'offensive Nivelle, lancée au printemps 1917, ayant eu aussi peu de succès que celles de Joffre, il fut remplacé à son tour par **Pétain** en mai 1917.

III-La vie des Français pendant la première guerre mondiale.

« Bien sûr celle de l'an quarante ne m'a pas tout à fait déçu,
Elle fut longue et massacrante et je ne crache pas dessus
Mais à mon sens elle ne vaut guère, guère plus qu'un premier accessit,
Moi, mon colon, celle que je préfère, c'est la guerre de quatorze-dix-huit! »
(G. Brassens)

La **coupure entre le front et l'arrière** a été beaucoup plus marquée durant la première guerre mondiale que durant la seconde. En 1940-1944, les soldats se battirent peu somme toute, et l'on ne peut pas comparer les souffrances des prisonniers de guerre en Allemagne à celles des poilus dans les tranchées; d'autre part, la France entière était occupée,

¹ Les derniers maréchaux avaient reçu leur bâton des mains de Napoléon III.

les civils étaient aussi exposés aux bombardements que les militaires, et bien plus aux risques de rafles et de déportation. En 1914-1918, on souffrait certes à l'arrière, et encore, pas toujours beaucoup; mais on était au moins à l'abri des Allemands et de leur artillerie.

A) La vie au front¹

L'innovation majeure de la première guerre mondiale, ce furent les **tranchées**, installations caractéristiques d'une guerre longue et statique, d'une guerre d'usure qui s'apparentait davantage à un long siège de l'Allemagne qu'aux épopées napoléoniennes; mais qui a fait un peu d'Histoire ancienne et médiévale sait qu'un siège ne se termine pas toujours à l'avantage des assiégeants — parfois, épuisés, touchés par les maladies autant que les assiégés, en proie aux mêmes problèmes d'indiscipline, ils se fatiguent plus vite qu'eux. En général, les **tranchées** du front occidental mesuraient de deux mètres à deux mètres cinquante de profondeur; elles étaient en forme de V, les plus étroites n'avaient guère plus de trente à cinquante centimètres au fond; on ménageait des endroits plus larges pour que les soldats pussent se croiser. Elles se perfectionnèrent progressivement, mais n'atteignirent jamais un très haut degré de confort.

« Il fait grand jour et beau jour, le ciel d'automne est lumineux, s'il n'est plus bleu. Je l'aperçois par-dessus le remblai de terre et de cailloux de la tranchée, et mon sac me sert de fauteuil, mes genoux touchent la paroi pierreuse: il y a juste la place de s'asseoir et la tête arrive au niveau du sol. Près de moi j'ai mon fusil, dont le quillon se transforme en porte-manteau pour accrocher la musette et le bidon. Dans le bidon il reste un peu de bière, dans la musette il y a du pain, une tablette de chocolat, mon couteau, mon quart et ma serviette. À ma gauche, le dos énorme d'un camarade qui fume en silence me cache l'extrémité de la tranchée; à droite un autre, couché à moitié, roupille dans son couvre-pieds. Le bruit affaibli des conversations, le cri d'un corbeau, le son d'un obus qui file par instants vers les lignes françaises troublent seuls le silence » (Étienne Tanty, un khâgneux — novembre 1914).

Les soldats des premières lignes vivaient sous le feu de l'ennemi, dans l'obsession du froid, de la pluie et de la boue, de la vermine, du typhus, du manque de sommeil, de la soif, parmi les rats et les cadavres en putréfaction... Ils ne pouvaient se reposer que dans des

¹ Toutes les citations de cette sous-partie sont extraites de *Paroles de poilus*, une anthologie de lettres de poilus à leurs proches éditée par Radio-France et Librio en 1998. Voyez également les excellentes reconstitutions graphiques des bandes dessinées de Jacques Tardi, notamment *C'était la guerre des tranchées*, album paru en 1993.

sortes de tanières, les "cagnas" (un mot de l'argot colonial de l'époque, venu du vietnamien), où régnaient également le froid et l'humidité.

« Ils ont de la boue à moitié jambe: nous avons parlé toute l'après-midi; j'étais content de savoir des nouvelles, mais ils ont du mal; tous les jours il faut qu'ils prennent des vieux seaux [et des] casseroles et qu'ils sortent l'eau à mesure et je me dis que c'est une véritable guerre de taupes. Ils font des souterrains comme dans une cave et des escaliers pour descendre; le soir, ils font du feu dedans et sortent dans la tranchée pendant que le bois brûle à grande flamme; c'est pour sécher la terre et après ils s'introduisent pour s'y reposer pendant que deux sentinelles surveillent l'ennemi » (Edmond X, octobre 1914).

À partir de 1915 les soldats français, désormais casqués et vêtus de bleu horizon, eurent le droit de s'emmitoufler et de cesser de se raser (d'où le sobriquet de "poilus"¹).

« Je crois n'avoir jamais été aussi sale. Ce n'est pas ici une boue liquide, comme en Argonne. C'est une boue de glaise épaisse et collante dont il est presque impossible de se débarrasser, les hommes se brossent avec des étrilles. (...) Par ces temps de pluie, les terres des tranchées, bouleversées par les obus, s'écroulent un peu partout, et mettent au jour des cadavres, dont rien, hélas, si ce n'est l'odeur, n'indiquait la présence. Partout des ossements et des crânes. Pardonnez-moi de vous donner ces détails macabres: ils sont encore loin de la réalité » (Jules Grosjean, octobre 1915).

On s'occupait comme on pouvait...

« [Mes hommes] trouvent mille petits moyens ingénieux pour se distraire; actuellement, la fabrication des bagues en aluminium fait fureur; ils les taillent dans des fusées d'obus, les Boches fournissant ainsi la matière première "à l'œil"! Certains sont devenus très habiles et je porte moi-même une jolie bague parfaitement ciselée et gravée par un légionnaire » (Marcel Planquette, novembre 1914).

... et l'on pensait beaucoup au pays, à la famille.

« Tu me dis que tu vas faire nos truffes² au mois de juin cette année. Tu as donc envie que ce soit moi qui t'aide à sarcler. Ou tu feras couper ton foin avant. Ces jours-ci, il sècherait bien. Il doit y avoir de l'herbe dans les prés. L'ouche³ des Tourniaux sera bientôt bonne à faucher » (Jean Dron, mai 1918).

La mort venait le plus souvent du ciel: **la première guerre mondiale marqua l'apogée de l'artillerie**, avec notamment l'emploi systématique de mortiers à tir courbe pour

¹ En fait, ce sens militaire s'est greffé sur un usage argotique attesté depuis longtemps — je l'ai trouvé dans *Sueur de sang* de Bloy, recueil de nouvelles paru en 1893: "poilu" signifiait "brave", "intrépide" (on dit parfois encore: "un brave à trois poils"). C'est évidemment une métaphore transparente de la virilité (l'explication par l'absence de rasage a dû servir à le légitimer auprès du public "raffiné").

² Pommes de terre (en français régional).

³ Pâturage clos complanté d'arbres.

atteindre le fond des tranchées ennemies: les plus petits, ceux qu'on traînait à dos d'homme, s'appelaient les "crapouillots" (les avions et les zeppelins, eux, servaient surtout à l'observation; les grands bombardements aériens caractérisent plutôt la seconde guerre mondiale). Mais la mort venait aussi du sol à l'occasion: on creusait des sapes, c'est-à-dire des tunnels sous les tranchées ennemies pour y déposer des bombes ou pour les envahir par surprise.

« La cagna vient de s'effondrer. Il y a encore des vivants dessous. Ma foi, tant pis pour le bombardement: je cours chercher ma pioche au fond de la sape, je cours vers la cagna. Lepeule prend une pelle: en hâte nous déblayons un peu. (...) Une voix nous appelle: "— dépêchez-vous, je meurs, j'étouffe!" (...) L'obus est tombé juste sur la cagna; tout a cédé; les poutres, les étais, les rondins sont en poudre. La terre a comblé tout ça. (...) On se hâte: cette voix suppliante qui monte de la terre nous électrise. "— Attention! En voilà un!". Tous se sauvent, affolés, nerveux... L'obus hurle, siffle: il est sur nous! — non. Il nous inonde de terre, de pierres, d'éclats de bois. (...) Enfin, voilà sa main. On voit d'abord la terre bouger, puis sa main crispée apparaît. je la lui serre; il hurle de joie; "— Vite, vite, dépêchez-vous, j'étouffe". Le bombardement reprend: c'est affreux; l'avion doit nous voir... Un obus — un 150 — tombe à quelques mètres de nous; il nous jette pêle-mêle à terre; (...) On reste. La sueur nous inonde. "— Cette main? Est-ce ta main droite? — Oui! — Où est ta tête? — Dessous, dessous, j'ai la main levée, en l'air!" (...) Ah, la terre est chaude ici: en suivant son bras qui est levé, voici sa tête ici... (...) Avec précaution je gratte avec les mains: voilà ses cheveux, son front... Vite, vite: sa bouche. Enfin il respire plus à l'aise... » (Raoul Pinat, avril 1917).

L'attaque était le moment le plus dangereux: lorsque, après une préparation d'artillerie destinée à "nettoyer" les tranchées adverses (et qui, parfois, faisait des dégâts dans les tranchées du camp qui tirait, car les premières lignes étaient très proches les unes des autres), les soldats émergeaient de leur tranchée pour se lancer à l'assaut de la tranchée adverse, ils se retrouvaient sous le feu des **mitrailleuses**, armes défensives par excellence, prêtes à faucher ceux qui se hasardaient en terrain découvert; il leur fallait courir très vite vers la tranchée d'en face, malgré les mines et les barbelés, et l'investir pour s'y protéger, sinon c'était la mort assurée. On raconte que parfois les sous-officiers tiraient dans le dos de leurs propres soldats, ou tout au moins les en menaçaient, pour qu'ils avançassent¹. Les **chars d'assaut**, insensibles aux balles des mitrailleurs et indifférents aux barbelés, apparurent à l'automne 1916 dans l'armée anglaise, mais ne furent employés en nombre qu'à partir de 1918.

¹ Il ne faut pas généraliser ce type de témoignage, qui appartient à une mémoire bien spécifique de la première guerre mondiale, la mémoire pacifiste et gauchiste. Si ces comportements avaient été systématiques, l'armée française se fût effondrée en quelques mois. La plupart du temps, les sous-officiers chargeaient courageusement à la tête de leurs hommes — en témoignent les taux de perte extrêmement élevés que l'on relève dans leurs rangs.

« Partout on se heurte aux machines. Ce n'est pas homme contre homme qu'on lutte, c'est homme contre machine. Un tir de barrage aux gaz asphyxiants et douze mitrailleuses, c'est assez pour anéantir le régiment qui attaque. C'est comme ça qu'avec des effectifs réduits les Boches nous tiennent, somme toute, en échec. Car enfin nous n'obtenons pas le résultat désiré, qui est de percer. On enlève deux-trois tranchées, et on en trouve autant derrière » (Michel Lanson, juillet 1915).

Les **gaz asphyxiants** furent employés pour la première fois sur le front occidental, par les Allemands, à Ypres en avril 1915 — d'où le nom d'"ypérite" que l'on utilise encore aujourd'hui pour les désigner, concurremment à celui de "gaz moutarde". Ce furent les premières armes chimiques; elles soulevèrent une telle indignation qu'après la guerre leur élimination devint l'un des principaux objectifs des négociateurs de la paix, puis des pacifistes et de la S.D.N. — sans succès, malheureusement. Elles firent beaucoup aussi pour la rancœur envers le "Boche" dans les années 1920¹.

« La nuit arrive et nous nous couchons allongés dans le boyau, sur la terre. Il fait froid et pour comble de malheur il se met à pleuvoir. La terre crayeuse se met à fondre en ruisseaux blanchâtres et, au bout d'une heure, nous ne sommes plus que de pauvres loques boueuses et grelottantes. Enfin le jour morne commence à paraître. Nous continuons à avancer. (...) Des avions survolent la plaine, les obus boches tombent de temps en temps à droite et à gauche. Le [canon de] 75, rageur, hurle par rafales. Tout à coup une âcre odeur nous prend à la gorge, les yeux pleurent. Ce sont les gaz asphyxiants, vite on met le masque et les lunettes. Un quart d'heure d'angoisse. Les masques nous auront-ils protégés? Enfin ça y est, les gaz sont passés.... Toujours une vague odeur et les yeux qui pleurent, mais ce n'est rien » (René Duval, octobre 1915 — N.B. il est mort deux jours après avoir rédigé ces lignes).

On comprend que la génération qui avait passé quatre ans dans cette atmosphère en garda des mœurs politiques passablement brutales...

« Les balles avaient bien sifflé, mais personne n'avait été touché. La rage de tuer et poussés par l'odeur de la poudre aussi bien que par les cris des bêtes féroces, car à ce moment-là on devient des bêtes féroces, pensant qu'à tuer et massacrer, nous nous élançons tout comme un seul homme. (...) Les camarades tombent, presque tous blessés. Ce sont alors des cris de douleur. D'un côté, on entend "ma femme", "mes enfants", de l'autre "ma mère", "achevez-moi", "ne me faites plus souffrir". Tout ceci te déchire le cœur, le sang coule à flots, mais nous avançons quand même, marchant sur les morts. Les Turcs [ils combattaient dans les tranchées allemandes] sont couchés par centaines. Notre 75 aussi bien que les pièces de marine ont fait du bon travail. Ils sont déjà tout gonflés. Ceux qui n'ont pas été touchés s'échappent à grandes enjambées, nous courons toujours. Impossible de les attraper. On se met alors à genoux, on s'arrête, on vise, et, patatrac, ton homme tombe. Les Sénégalais qui passent sur les tranchées ennemies achèvent les blessés. On nous l'avait bien recommandé à nous aussi,

¹ Il va sans dire que la France y a eu recours aussi! Voyez le texte d'Aragon cité au chapitre 11.

mais je n'ai pas le courage. Tout à coup, à la troisième tranchée turque, un de ces vieux mahométans, blessé et pouvant encore bouger ses bras, hisse un drapeau blanc au bout d'un morceau de bois. Je m'approche pour le voir de près. Que fait-il? Il me regarde puis saisit son fusil et veut me mettre en joue. Le malheureux. Plus leste que lui, je lui flanque ma baïonnette dans la tempe gauche et, instinctivement, je fais partir un coup. Les cervelles sautent en l'air et viennent jusqu'à ma figure. Il me crie pardon et meurt. Je repars en me disant: "tous les blessés, tu les achèveras". C'est ce que je fis » (Jacques Ambrosini, mai 1915).

Il y avait une circulation intense entre la première ligne et l'arrière: le passage de la cuisine, la "roulante"; le vaguemestre qui apportait le courrier; les relèves qui ployaient sous trente kilogrammes de paquetage, et que l'on attendait avec impatience.

« Pense donc que se retrouver à la vie c'est presque de la folie: être des heures sans entendre un sifflement d'obus au-dessus de sa tête... Pouvoir s'étendre tout son long, sur de la paille même... Avoir de l'eau propre à boire après s'être vus, comme des fauves, une dizaine autour d'un trou d'obus à nous disputer un quart d'eau croupie, vaseuse et sale; pouvoir manger quelque chose de chaud à sa suffisance, quelque chose où il n'y ait pas de terre dedans, quand encore nous avons quelque chose à manger... Pouvoir se débarbouiller, pouvoir se déchausser, pouvoir dire bonjour à ceux qui restent... Comprends-tu, tout ce bonheur d'un coup, c'est trop. j'ai été une journée complètement abruti. Naturellement toute relève se fait de nuit, alors comprends aussi cette impression d'avoir quitté un ancien petit bois où il ne reste pas un arbre vivant, pas un arbre qui ait encore trois branches, et le matin suivant après deux ou trois heures de repos tout enfiévré voir soudain une rangée de marronniers tout verts, pleins de vie, plein de sève, voir enfin quelque chose qui crée au lieu de quelque chose qui détruit! » (René Pigeard, août 1916).

On ne restait pas plus d'une semaine ou deux en première ligne, sauf circonstances exceptionnelles; outre les permissions, il y avait des périodes de repos. À l'arrière, les soldats disposaient de cantonnements; ce sont ces lieux qu'évoque la plus fameuse chanson de "poilus", *La Madelon*.

« Séjour à l'arrière agréable, l'homme se sent renaître et veut profiter des courts moments de répit en laissant les passions se donner libre cours. Les fredaines ne se comptent pas, elles s'étalent au grand jour. La chair est faible, la nature agit irrésistiblement, une indulgence bienveillante et salutaire absout toutes les fautes. Telle femme qui avoue professer une estime et une amitié sans bornes à un mari absent se montre caressante, pressante et se donne plusieurs fois par jour. Au fond, c'est peut-être une façon logique de comprendre la vie.

[En seconde ligne], mes hommes occupent une cave que les obus n'ont jamais pu enfoncer. Ils causent, chantent, rient, fument, dorment, écrivent, lisent. Pendant ce temps, mon capitaine me taquine, je viens de perdre à la manille, mon amour-propre est blessé par cet échec, et par les bouteilles de vin que je suis obligé de payer. Qu'on dort bien dans ce taudis à dix mètres sous terre! C'est un vrai cachot où l'on arrive par des galeries en zigzag et en escaliers imprévus. C'est une habitation curieuse, ténébreuse, un bouge infâme, un affreux tripot, un fumoir

exigu mais confortable (...) Ici, comme dans une grotte bénie, brûlent en permanence des bougies dédiées à je ne sais quel saint du Paradis » (X Pelou, juillet 1916).

B) Les effets du conflit sur la société française.

Parmi les **populations civiles** qui souffrirent le plus, figurèrent **les ressortissants des territoires occupés**, deux millions au total. Les Allemands avaient supprimé toutes les libertés, liberté de circulation, liberté de presse, liberté syndicale; les pillages étaient monnaie courante, l'armée d'occupation multipliait les réquisitions de logements, de charbon ou d'aliments; elle imposa le travail obligatoire pour tous, y compris les femmes et les enfants. La plupart des travailleurs réquisitionnés étaient employés dans l'agriculture, mais certains le furent aussi pour faire du terrassement sur le front, pour creuser des tranchées — c'est-à-dire qu'on les envoyait à la mort. En avril 1916, trente mille Lillois furent déportés d'un coup à l'autre bout du front... On raconte qu'ils firent le voyage (à pied) au chant de la Marseillaise. Vingt ans après, les souvenirs terribles de cette période nourrirent le grand exode vers le sud de juin 1940; et les Français furent tout surpris que les envahisseurs, cette fois, fussent *korrekt* — pour quelques mois, tout au moins.

Les habitants des régions où passait le front, les **frontaliers**, souffrirent beaucoup également: une bonne part avaient refusé d'évacuer leurs villages ou leurs villes et restèrent sous le feu, comme à Reims où dix-sept mille personnes, soit 15% de la population d'avant-guerre, continuèrent à vivre, réfugiées dans les caves à champagne avec l'ensemble des administrations, les écoles, les bureaux de poste, etc... Enfin, les **réfugiés** des territoires envahis et des régions où passait le front étaient environ trois millions en 1918, ce qui représentait quand même 8% de la population des régions non occupées. Ils étaient arrivés peu à peu, durant tout le conflit, certains par les Pays-Bas ou par la Suisse, deux pays neutres (les Allemands laissaient partir ceux qui n'étaient pas utiles pour la production ou pour le travail forcé). C'étaient surtout des femmes, des enfants, des vieillards; ils étaient partis sans rien; ils vécurent dans des conditions très difficiles, car rien n'avait été prévu pour leur prêter assistance; ils ne retrouvèrent que peu à peu du travail, malgré la pénurie de main-d'œuvre. Du fait de cet afflux de réfugiés et de l'essor des industries de guerre, la population de Marseille doubla, celle des autres grandes villes augmenta fortement.

A l'**arrière**, certains souffrirent plus que d'autres. De manière générale l'inflation et la pénurie favorisaient ceux qui avaient quelque chose à vendre, donc les producteurs (les paysans et les industriels) et les commerçants, par rapport à ceux qui ne vivaient que de revenus monétaires: les salariés, notamment les ouvriers et les fonctionnaires, mais aussi les rentiers, étaient des acheteurs forcés, dont le sort dépendait du bon vouloir des vendeurs. Cependant, dans ces circonstances exceptionnelles, la richesse et la place dans le processus de production n'étaient pas les seuls discriminants, loin de là; l'éloignement du front en était un autre, tout aussi décisif.

Ainsi le sort des **paysans** fut contrasté. De tous les Français, ils furent, avec les classes moyennes, ceux qui payèrent le plus lourd tribut à la guerre, car ils formaient la masse des simples soldats. Les deuils touchèrent presque chaque famille. Pourtant les conditions de vie du monde rural s'améliorèrent durant la période: en travaillant dur, les enfants, les femmes et les vieillards parvinrent, malgré l'absence des hommes, à maintenir un niveau de production assez élevé (en revanche, les rendements baissèrent fatalement); ils furent aidés, du reste, par des ouvriers agricoles venus de l'étranger; la mécanisation progressa également, et l'on ne revint pas sur ces progrès après la fin de la guerre. Comme les prix agricoles augmentaient plus vite que les autres prix, du fait de l'énormité des besoins, certains paysans parvinrent à acheter de la terre, à réaliser des économies. Il faut ajouter que les pertes de guerre, en réduisant parfois drastriquement les fratries, soulagèrent, pour une génération, les problèmes de surpopulation rurale dans les régions les plus pauvres: les survivants se retrouvèrent avec des exploitations nettement plus étendues qu'ils n'eussent pu l'espérer sans le conflit, et rachetèrent celles des malheureux dont tous les enfants étaient morts ou étaient revenus invalides.

Le sort des **ouvriers**, des cadres et des ingénieurs fut exactement inverse. Ils furent moins touchés par la mobilisation, et surtout beaucoup furent renvoyés à l'arrière dès 1915: on avait besoin de leur savoir-faire pour la production de guerre, dans de nombreuses branches il n'était pas possible de former des femmes ou des étrangers en quelques semaines. Plus ils étaient spécialisés, plus leur savoir-faire les rendait indispensables, et plus facilement ils échappèrent au massacre: ainsi, les mineurs de fond ne furent pas mobilisés du tout — on ne s'improvise pas mineur. En revanche les conditions matérielles de ces catégories de la population s'aggravèrent en général, car les salaires ne suivaient pas la hausse des prix (ils n'augmentèrent que de 75% entre 1914 et 1918, alors que les prix augmentèrent de 160%). Cependant ce retard des salaires était partiellement compensé par le plein emploi et le blocage des loyers; de nombreuses femmes et adolescents se mirent au travail, ce qui procurait un revenu supplémentaire à leur famille. Au total, le niveau de vie de certains foyers ouvriers eut tendance à augmenter, mais ce n'était pas le cas général: la situation

dépendait de facteurs très divers, selon que le père de famille était ou non mobilisé, selon que sa femme avait ou non trouvé du travail, etc..

En revanche la guerre fut une franche catastrophe pour les **professions libérales**, comme les avocats, les médecins ou les artistes: beaucoup étaient au front et leurs familles étaient sans ressources; et comme souvent ils servaient comme officiers subalternes, les pertes dans leurs rangs furent très élevées (sauf parmi les médecins, qui servaient à l'arrière en tant que médecins militaires). Ceux qui n'étaient pas mobilisés n'avaient pas de clients. Les **fonctionnaires**, eux aussi, s'appauvrirent (leurs traitements n'augmentèrent que de 50% durant le conflit), mais ils avaient l'avantage de n'être pas tous au front, car il fallait bien que les principaux services de l'État continuassent à tourner. Parmi ceux qui souffrirent beaucoup figuraient également les retraités (car les retraites n'augmentaient guère), les rentiers, et aussi les propriétaires d'immeubles dont les loyers étaient bloqués. En revanche, comme les paysans, les **industriels et commerçants** profitèrent de la guerre: ils bénéficiaient des subventions de l'État, et de l'augmentation de la production grâce aux commandes de guerre — au moins dans les secteurs en relation avec la production de guerre; en revanche, les fabricants de biens de consommation qui n'étaient pas de première nécessité eurent des difficultés, ainsi que ceux qui vendaient à l'étranger — il est vrai que certains surent se reconvertir.

Certains spéculaient sans scrupules. Les nouveaux riches se multipliaient; des fortunes déjà coquettes s'arrondirent. C'était le monde des "profiteurs de guerre", des **"embusqués"** (ce terme désignait ceux qui avaient échappé à la mobilisation) qui exaspéraient les "poilus" par l'ostentation dont ils faisaient preuve: la vie nocturne à Paris n'avait jamais été aussi brillante qu'en 1915-1916. Il y en a des témoignages dans les œuvres de Proust (*Le temps retrouvé*), de Céline et de Bernanos, lequel ne parle jamais de "l'arrière" mais du "derrière".

« Le poilu, c'est celui que tout le monde admire, mais dont on s'écarte lorsqu'on le voit monter dans un train, rentrer dans un café, dans un restaurant, dans un magasin, de peur que ses brodequins amochent les bottines, que ses effets maculent les vestons à la dernière coupe, que ses gestes effleurent les robes cloches, que ses paroles soient trop crues. C'est celui que les officiers d'administration font saluer. C'est celui à qui on impose dans les hôpitaux une discipline dont les embusqués sont exempts. Le poilu, c'est celui dont personne à l'arrière ne connaît la vie véritable, pas même les journalistes qui l'exaltent, pas même les députés qui voyagent dans les quartiers généraux. Le poilu, c'est celui qui va en permission quand les autres y sont allés, c'est celui qui ne parle pas lorsqu'il revient pour huit jours dans sa famille et son pays, trop occupé de les revoir, de les aimer; c'est celui qui ne profite pas de la guerre; c'est celui qui écoute tout, qui juge, qui dira beaucoup de choses après la guerre » (Edmont Vittet, 1916).

Enfin, trois catégories de la population, non réductibles à des classes sociales, bénéficièrent de la guerre: les femmes, la jeunesse et les catholiques.

Les **femmes** conquièrent un début d'indépendance en se mettant à travailler, y compris dans des métiers de force (ce fut aussi l'époque où la profession d'infirmier se féminisa), malgré une hostilité diffuse des patrons, qui trouvaient qu'elles étaient moins disciplinées que les hommes, et des syndicalistes, qui n'aimaient pas cette main-d'œuvre peu syndiquée. Bien entendu, elles conservaient également des activités plus traditionnelles, comme ces "marraines de guerre" qui soutenaient le moral des poilus par des lettres et des cadeaux. Les femmes travaillaient déjà avant 1914 (à ce sujet, voyez le chapitre 7); mais avec la guerre, l'activité féminine acquit une plus grande visibilité (on en parla favorablement dans les journaux) et une certaine légitimité auprès de l'opinion, même dans ses franges les plus conservatrices. Preuve de cette reconnaissance (aux deux sens du terme), l'État leur reconnut le droit de prendre part aux élections des juges des tribunaux de commerce et des conseils de prud'hommes¹; de figurer dans les commissions scolaires et dans celles qui administraient les hospices et les bureaux de bienfaisance. En 1917, pour la première fois une femme devint membre d'un cabinet ministériel. En 1919, juste après la guerre, la Chambre vota même le droit de vote pour les femmes à toutes les élections, mais le Sénat repoussa la loi, au prétexte que les femmes sont plus sensibles que les hommes aux influences pernicieuses (en termes moins choisis, elles risquaient de voter comme le leur ordonnait leur curé)².

Tout n'était pas rose cependant: beaucoup de femmes dont le mari était mobilisé vécurent dans l'isolement et la précarité, et de nombreux couples résistèrent mal à la séparation: on assista à une explosion du nombre des divorces et des enfants naturels (sur ces thèmes, je vous renvoie au roman de Raymond Radiguet: *Le diable au corps*), tandis que la prostitution connut un âge d'or. On observa des phénomènes du même type pour les **jeunes**, qui acquirent plus d'indépendance grâce à la guerre: ils travaillèrent plus tôt qu'ils ne l'auraient fait en temps de paix, et certains ressentirent l'absence du père comme une libération (pour ce thème aussi, je vous renvoie au *Diable au corps*); pour d'autres au contraire, ce fut un grand désarroi.

¹ Ces organismes sociaux sont ouverts à tous les travailleurs; aujourd'hui, les travailleurs étrangers concourent à leur élection.

² Les femmes votaient depuis 1893 en Nouvelle-Zélande, depuis 1902 en Australie, depuis 1869 dans l'État américain au Wyoming. Dans les années d'après-guerre elles reçurent le droit de vote en Russie (1917), en Allemagne (1918), aux États-Unis à l'échelle fédérale (1920), en Grande-Bretagne (en 1928), en Turquie (en 1934). Glorieusement, la France attendit 1944, ce qui est toujours mieux qu'en Suisse (1971) et au Portugal (1975).

Les **catholiques**, grâce au conflit, commencèrent à se réintégrer dans la communauté nationale; leur image de fanatiques réactionnaires s'effaça en partie devant le courage dont ils firent preuve au combat: ils défendirent vaillamment cette République qu'ils abhorraient, faisant passer l'intérêt de la nation avant leurs idéaux politiques. L'on vit "les curés sac au dos", dans les tranchées en première ligne; l'on vit même des religieux, qui avaient pris le chemin de l'exil en 1902-1904 pour pouvoir continuer à vivre en communauté, revenir en France pour se placer sous les drapeaux. Le clergé s'engagea à fond dans le combat idéologique, fit dire des messes pour la victoire; les théologiens catholiques français justifiaient la guerre et en profitèrent pour attaquer Luther et le protestantisme, cette religion de Boches, oubliant au passage qu'il y a des catholiques en Allemagne et des protestants en France... Il est vrai que depuis Maurras, certains catholiques avaient pris l'habitude de traiter les protestants de France comme une espèce de cinquième colonne de Guillaume II. De ce fait, la République se fit nettement moins bouffe-curés: depuis l'Union sacrée, l'anticléricalisme n'était plus le ciment de la majorité, il s'agissait au contraire de rassembler toutes les énergies. Enfin on peut noter que la guerre se traduisit par un regain de la pratique religieuse populaire: cierges, pèlerinages, ex-votos...

C) L'influence de la guerre sur la vie culturelle.

La vie culturelle continuait au ralenti: il y avait moins de clients pour les livres, de lecteurs pour les journaux. Elle fut marquée par toute une mobilisation de l'opinion, par tout un travail obsédant de propagande. Même de grands intellectuels se laissèrent aller à proférer des bêtises indignes, comme Bergson qui dénonça en août 1914, « dans la brutalité et le cynisme de l'Allemagne, dans son mépris de toute justice et de toute vérité, une régression à l'état sauvage ». L'enseignement fut mobilisé. Mais ce fut surtout dans la presse que sévit le "**bourrage de crânes**" (le terme date de cette période). Dès l'été 1914 les journaux avaient été soumis à une censure militaire et politique dans le cadre de l'état de siège (on se rappelait qu'en 1870 des indiscretions avaient contribué au désastre); elle ne portait pas seulement sur les faits militaires, mais aussi sur les positions politiques des éditorialistes — au moins jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Clemenceau, qui la relâcha un peu. D'autre part, certains journaux s'autocensuraient et se complaisaient dans les exagérations les plus ridicules. Voici quelques exemples de cette prose, particulièrement caricaturaux car ils datent des premiers jours de la guerre, avant le recul et l'expérience douloureuse des tranchées:

« Les balles allemandes ne sont pas dangereuses. Elles traversent les chairs de part en part, sans faire aucune déchirure » (*L'Intransigeant*, 17 août 1914); « [les] projectiles [allemands] ont très peu d'efficacité, et tous leurs éclats nous font simplement des

bleus » (*Le Matin*, 15 août 1914). « Un carabinier qui a déjà fait un certain nombre de prisonniers déclare: "je ne prends plus mon fusil, maintenant. Je pars avec une tartine. Lorsque les Allemands me voient, ils me suivent" » (*Ibidem*, 16 août 1914); « avouez bien que tous ces Allemands sont des lâches, et que la difficulté est seulement de les approcher. Dans la rencontre où j'ai été atteint, nous avons été obligés de les injurier pour les obliger à se battre » ("témoignage" publié dans *L'Écho de Paris*, 15 août 1914). « Les statistiques des dernières guerres démontrent que, plus les armes se perfectionnent, plus le nombre des pertes diminue » (*Le Temps*, 4 août 1914).

Cependant la presse ne fut jamais entièrement muselée, comme ce fut le cas en Allemagne. Toute la presse politique continua de paraître. Il demeura toujours une **presse critique**, envers la manière dont la guerre était menée sinon envers la nécessité de cette guerre: ainsi le journal de Clemenceau, *L'homme libre*, fondé en mai 1913, qui devint *L'homme enchaîné* en octobre 1914 à la suite de problèmes avec la censure¹, et qui s'attaquait au bourrage de crâne et critiquait très violemment les inconséquences des politiciens, sans pour autant remettre en question la guerre elle-même; ou le *Populaire du centre*, un organe socialiste, proche des thèses des pacifistes en 1916-1917 (*l'Humanité*, en revanche, soutint l'Union sacrée jusqu'à l'été 1918).

Il faut faire une place à part au ***Canard enchaîné***, qui naquit en septembre 1915. Il fut fondé par Marcel Maréchal, un journaliste qui avait commencé sa carrière à l'extrême-gauche (à la *Guerre sociale*) avant de la poursuivre dans la grande presse, au *Matin*, et que le bourrage de crânes exaspérait. L'adjectif "enchaîné" était repris de Clemenceau; le palmipède auquel le journal s'identifiait constituait une allusion aux fausses nouvelles (des "canards", dans l'argot des journalistes) dont la presse de l'époque était fort prodigue, notamment lorsqu'elle prenait ses désirs de victoire pour des réalités; mais aussi aux "couacs" que le nouvel organe avait bien l'intention d'introduire dans le concert de la presse aux ordres du G.Q.G. et de dame Anastasie². Le premier éditorial persiflait: « le *Canard enchaîné* prendra la liberté grande de n'insérer, après minutieuse vérification, que des nouvelles rigoureusement inexactes. Chacun sait en effet que la presse française, sans exception, ne communique à ses lecteurs, depuis le début de la guerre, que des nouvelles implacablement vraies. Eh bien! Le public en a assez. Le public veut des nouvelles fausses... Il en aura ».

¹ Ce jour-là, le journal parut avec deux colonnes blanches sous le titre: *Toute la vérité...* Mais Clemenceau envoyait les articles censurés à ses abonnés par la poste. Le journal reprit son titre originel lorsque Clemenceau parvint au pouvoir, fin 1917.

² La censure — ce sobriquet, qui est resté, provient des premières caricatures du *Canard enchaîné*. Le mot "canard" désignait déjà aussi à l'époque un journal, en argot.

Le cœur à gauche, anticlérical, antimilitariste et pacifiste, le *Canard* s'attaquait en priorité à la censure, aux embusqués et aux va-t-en-guerre, tout particulièrement les académiciens¹ et les anciens pacifistes qui avaient retourné leur veste en août 1914, comme Gustave Hervé; en revanche, il n'était ni internationaliste, ni partisan d'une paix à tout prix: il demeurait patriote. Le ton que le journal a maintenu jusqu'à aujourd'hui, commentaires acides, calembours et dessins humoristiques, était directement inspiré de celui des revues satiriques de la Belle Époque, descendantes en droite ligne de la *Lanterne* de Rochefort². Dans les premiers temps le *Canard* eut d'incessants problèmes avec les autorités: au bout de cinq numéros, il dut s'arrêter car Maréchal avait été mobilisé, et il ne reparut qu'en juillet 1916. Il atteignit les deux cent cinquante mille exemplaires dans les années 1930, déclina sous la IV^e République avant de connaître un retour en grâce auprès du public en mettant l'accent sur le journalisme d'investigation et en brocardant "la Cour" à l'époque de la quasi-monarchie gaullienne — c'était l'ancêtre des *Guignols de l'info* et autres émissions satiriques. Aujourd'hui, le *Canard* est devenu une institution; c'est le seul journal français à refuser toute publicité, et ce depuis les origines. Il est complètement indépendant de tout parti et de toute entreprise, ce qui n'est pas pour rien dans sa réputation.

Un autre journal du même type était apparu un peu plus tôt: *Le Crapouillot*, en août 1915, prétendait exprimer les sentiments des poilus. Malheureusement, c'est devenu par la suite une feuille à scandales de bas étage, proche de l'extrême-droite.

La guerre marqua évidemment la **littérature**, plus dans ses thèmes que dans sa forme: parmi les œuvres rédigées durant le conflit il faut retenir *Le feu, journal d'une escouade* de Henri Barbusse (1873-1935), lauréat du prix Goncourt 1916; *Sous Verdun* de Maurice Genevoix (1890-1980), *Les croix de bois* de Roland Dorgelès (1886-1973), sans doute ce qu'il demeure de plus lisible dans cette production; mais aussi la pléthorique et belliciste production journalistico-littéraire de Barrès, réunie après-guerre dans le neuf volumes de la *Chronique de la grande guerre*, et qui lui valut le surnom de "rossignol des carnages" (un sobriquet dû à Romain Rolland). En revanche, d'autres écrivains continuèrent leur œuvre comme si de rien n'était: Valéry publia *La jeune Parque* en 1917, Proust *A l'ombre des jeunes*

¹ Voici quelques lignes d'un article de Tristan Bernard à ce sujet: « on sait que, depuis la déclaration de guerre, l'Académie française a perdu plus de vingt-cinq pour cent de son effectif. C'est une proportion énorme si l'on considère que cette compagnie a toujours été tenue assez éloignée de la première ligne. Cette attitude lui était imposée, d'abord par l'énorme visibilité de son uniforme, puis par la faiblesse un peu surannée de son armement »...

² « Quand je vois quelque chose de scandaleux, mon premier mouvement est de m'indigner, mon second mouvement est de rire, c'est plus difficile mais plus efficace » (Maréchal).

filles en fleur; André Gide et Anatole France n'ont pas non plus laissé d'œuvre directement liée au conflit.

D) L'économie de guerre.

Du fait de la prolongation du conflit, **l'État se trouva en charge d'un rôle nouveau**, un rôle qu'il n'avait ni souhaité, ni prévu: rien n'avait été préparé pour un conflit de longue durée, c'était même un des arguments qui en 1914 avaient plaidé pour une guerre brève. Comment le conflit eût-il pu se prolonger puisque l'économie n'était pas faite pour fonctionner en temps de guerre?

Ce rôle actif de l'État dans l'économie était en contradiction avec toute la tradition du libéralisme économique du XIXe siècle, même si ce libéralisme est à nuancer dans le cas de la France (voyez le chapitre 8). Du reste, certains s'alarmèrent de ce qu'ils interprétaient comme un dangereux glissement vers le "socialisme". Les critiques se focalisèrent contre **Albert Thomas**, un membre de la S.F.I.O. qui était entré au gouvernement en mai 1915 en tant que secrétaire d'État, puis ministre à l'artillerie et à l'équipement militaire¹. Ses adversaires l'accusaient de profiter des circonstances pour préparer des réformes sociales audacieuses — ce n'était pas faux: il estimait que la guerre constituait le moment rêvé pour convaincre les Français de l'excellence des idées socialistes. Il encouragea la formation de coopératives, imposa un contrôle des prix et des salaires minimaux dans certaines professions jusque-là non protégées comme, après les grèves du début 1917, celle des couturières en chambre²; il alla même, suprême audace, jusqu'à imposer un arbitrage obligatoire en cas de conflit du travail...³.

¹ Il symbolisait le ralliement à l'Union sacrée dans ce qu'elle avait de plus extrême; après la guerre, il fut en butte à la haine des communistes.

² Il s'occupait des secteurs de l'économie liés à la production de guerre; de plus, en tant que socialiste "de service", il débordait de ses attributions lorsqu'il s'agissait de maintenir la paix sociale.

³ Après 1918, on se dépêcha de refermer la parenthèse — mais certains s'en rappelèrent au cours de la grande crise des années 1930, notamment Léon Blum. Cette politique interventionniste, mise en application pour une part par des ministres socialistes, fut donc interprétée en France comme une espèce d'expérience socialisante, mais dans la lignée d'un socialisme à la Louis Blanc, réformiste et étatiste, dans la lignée des ateliers nationaux, beaucoup plus que dans le prolongement des dogmes du marxisme: le marxisme insiste sur le dépérissement de l'État dans la société socialiste, non sur son renforcement — et de toute façon, l'"expérience socialisante" de 1914-1918 était au service d'une guerre bourgeoise, de la préservation de la société bourgeoise.

Aux États-Unis aussi, la première guerre mondiale fut l'occasion d'une brève expérience dirigiste dont Roosevelt, ministre à l'époque de la première guerre mondiale, se souvint au moment du New Deal; cependant en Amérique cette expérience ne fut pas considérée comme un essai de socialisme, mais simplement comme un ensemble de mesures d'urgence (en 1933 aussi, le New Deal fut conçu au départ comme une série de mesures d'urgence face à une situation où l'Amérique était en danger, cette fois pour cause de crise économique). En Allemagne en revanche, l'économie de guerre administrée était connue sous l'appellation de *Kriegssozialismus*,

La guerre coûtait cher; les dépenses de l'État passèrent de cinq milliards de francs en 1914 à quarante-cinq milliards en 1918. Circonstance aggravante, **un dixième du territoire national était occupé**, et c'étaient parmi les régions les plus riches, tant au plan agricole qu'industriel: les riches plaines de Picardie fournissaient avant-guerre une part notable des céréales et de la betterave à sucre; quatre-vingt-quinze hauts fourneaux sur cent vingt-trois se retrouvèrent en territoire occupé. Autant de ressources en moins pour l'économie et pour l'État. **Il fallut** également que l'État s'attelât à **réorganiser les circuits productifs**, à construire de nouvelles usines et à en convertir d'autres aux industries de guerre; qu'il s'attelât également à **adapter les transports**: ainsi le réseau de chemins de fer avait été complètement désorganisé par le passage du front au beau milieu du territoire national, et il fallait l'adapter aux nouveaux besoins liés au conflit, comme le transport massif de troupes, d'armes, de matériels et de nourriture entre le front et l'arrière. Il fallait enfin **importer** de nombreux produits pour les besoins des industries de guerre, et pour remplacer ceux que les ouvriers et les paysans mobilisés n'étaient plus en état de produire; cela aussi, seul l'État était en mesure de le faire — dans ces domaines, il fallait à tout le moins imposer de la discipline, et éviter que certains ne profitassent de cette situation délicate pour spéculer. **Tout ceci demandait** à la fois **des ressources nouvelles et une plus grande latitude d'intervention de l'État** dans l'économie.

Pour trouver les ressources nécessaires, l'État, bien entendu, augmenta les **impôts**, mais dans une assez faible mesure: il était difficile de demander un effort supplémentaire à tous les Français alors que les revenus d'une bonne partie de la population diminuaient; il était surtout difficile de demander aux poilus, en plus du sacrifice de leur vie, des sacrifices financiers. De ce fait, en 1918 l'impôt rapportait seulement 50% de plus qu'en 1914 — en particulier, on avait ajourné l'application de l'impôt sur le revenu: ce ne fut qu'à la fin du conflit que l'on commença, très prudemment et très progressivement, à le faire entrer en application¹.

L'impôt n'était pas la solution: l'État dut donc innover, se lancer dans **une politique financière nouvelle**. Il fallut abandonner toute prudence en matière de gestion du budget et multiplier les **emprunts** auprès de la population. Les anciens bons du Trésor furent rebaptisés

c'est-à-dire de "socialisme de guerre": la référence était explicite, et contrairement à ce qui se passait en France, ce caractère socialisant était loin de ne concerner que la sensibilité d'un ou deux ministres. C'était assez paradoxal, compte tenu du poids que la vieille élite prussienne, terrienne, administrative et militaire, occupait dans les sphères du pouvoir en Allemagne à cette époque; ce qui fut encore plus paradoxal, ce fut qu'un socialiste marxiste, Lénine, s'inspira de ce "socialisme de guerre" allemand qui n'avait rien de spécialement conforme aux idées de Marx, pour gérer l'économie de la Russie lorsqu'il y prit le pouvoir: la planification à la soviétique est issue en droite ligne du "socialisme de guerre" allemand.

¹ Officiellement, l'impôt sur le revenu entra en vigueur en 1916. Comme on ne paie l'impôt sur ses revenus d'une année que l'année suivante, et que la première année fut tronquée, le système ne fonctionna réellement qu'en 1918.

"bons de la Défense nationale"; il y eut quatre grandes vagues d'emprunts, autour desquelles le gouvernement organisa toute une propagande patriotarde. Les affiches qui invitaient à y souscrire sont restées célèbres; elles jouaient souvent sur le registre de Valmy et de "la patrie en danger", avec d'incessantes références à la Révolution et aux principes de 1789. Il s'agissait d'emprunts à très court terme, à échéance de trois, six ou neuf mois; ils rapportaient 5% l'an. Il y eut aussi des emprunts à long terme, remboursables sous forme de bons du Trésor ou de rentes viagères; mais ils eurent moins de succès, vues l'incertitude des temps et la hausse des prix. Toujours est-il que l'État s'endetta plus qu'il ne l'avait jamais fait depuis la Révolution: la dette intérieure passa de trente-trois milliards de francs en 1914 à cent cinquante milliards en 1918. Or cette dette portait intérêt: c'était passablement inquiétant pour les temps à venir.

L'État dut également emprunter à l'étranger: trente-deux milliards de francs au total, dont 90% auprès de banques américaines. On incita également les Français à donner leur or: leurs bijoux, leur argenterie — les effets furent surtout psychologiques: des dames très bien se réchauffèrent le cœur à peu de frais. L'État recourut surtout à l'**inflation**, c'est-à-dire à l'émission de billets par la Banque de France en l'absence de contrepartie métallique dans ses coffres. La masse monétaire en circulation sous forme de monnaie fiduciaire passa de six milliards de francs en 1914 à vingt-sept milliards en 1918 (pour la première fois les billets prirent le dessus sur les pièces); mais l'encaisse métallique de la Banque de France ne suivit pas, à la fin du conflit elle ne dépassait pas les six milliards de francs. De 1914 à 1919 le taux de couverture passa de 70% à 20%! Ce fut la première étape du détachement progressif de la notion de monnaie par rapport aux métaux précieux, lequel aboutit finalement, à la conférence de la Jamaïque en 1976, à l'abandon de tout étalon métallique (voyez le cours de Relations internationales, à la fiche E1). Du fait de l'effondrement du taux de couverture la convertibilité de la monnaie, qui avait été suspendue au début du conflit, ne put être rétablie. Du fait de l'inflation de la masse de monnaie fiduciaire, les prix montèrent, malgré le blocage de nombre d'entre eux: l'indice global des prix augmenta de 160% entre 1914 et 1918.

Par ailleurs, **l'État se mêla de plus en plus de la production et du commerce**, essentiellement par le biais d'une politique de régulation autoritaire (il n'était pas encore question de nationalisations, d'une prise en charge directe par l'État de la production). À ces ingérences inédites dans l'Histoire du pays, deux noms sont restés attachés; celui du socialiste Albert Thomas et surtout celui du radical Étienne **Clémentel**, qui fut ministre du Commerce et de l'Industrie d'octobre 1915 à janvier 1920 — un poste qu'il cumula souvent avec d'autres portefeuilles: selon les périodes, les Postes et Télécommunications, le Travail, l'Agriculture,

les Transports, la Marine marchande... Certains secteurs stratégiques de l'économie furent pris en main directement par l'État: ce fut le cas des chemins de fer¹ et du commerce extérieur (on réquisitionna la flotte marchande; les importations et les exportations furent sévèrement réglementées). Le gouvernement organisa aussi des **consortiums**, c'est-à-dire des regroupements de commerçants et de producteurs de la même filière, afin de grouper les commandes (notamment les commandes de matières premières à l'étranger) et les ventes. Il s'agissait d'éviter les pertes de temps et les gaspillages d'énergie liés à la concurrence.

Il fallut aussi **subventionner les industries** indispensables à l'effort de guerre, afin de leur permettre de s'adapter et de produire davantage. Pour pallier le manque de main-d'œuvre, comme il ne suffisait pas d'avoir mis au travail les femmes, les jeunes et les réfugiés (processus dans lesquels l'État n'intervint guère), le gouvernement organisa l'**embauche** et le transport en France **de travailleurs venus des colonies** (des Annamites, des Malgaches, des Africains); mais aussi de pays étrangers (surtout des Espagnols et des Chinois). Ils travaillaient dans l'industrie, bien sûr, pas seulement les industries de guerre mais aussi toutes celles qui ne requéraient pas trop de qualification; également dans l'agriculture, qui manquait encore plus cruellement de bras. C'était bien la première fois que l'État se mêlait ainsi directement de l'organisation du marché du travail. Ce recrutement massif par l'intermédiaire de l'État se prolongea durant les deux ou trois années suivant le conflit: on eut du mal à panser les saignées démographiques de la grande boucherie. Parmi les ouvriers, certains apprirent beaucoup, pas forcément le conformisme politique et l'amour de la patrie: parmi eux figuraient deux hommes qui, plus tard, jouèrent un rôle majeur dans le mouvement communiste mondial: le Vietnamien Ho Chi Minh, premier leader du Vietnam communiste, et le Chinois Zhou Enlai, futur premier ministre de Mao Zedong².

Le gouvernement fixa les prix dans de nombreux secteurs, toujours pour éviter les effets pervers de la concurrence, notamment les profits excessifs, mais aussi les variations brutales génératrices d'insécurité. Enfin l'on institua des **cartes de rationnement** pour le

¹ Les compagnies demeurèrent privées, à l'exception de celle de l'Ouest qui avait été nationalisée en 1906, mais depuis les origines elles étaient très liées à l'État (voyez le chapitre 8); et nous avons vu au chapitre 6 que dès avant-guerre il était prévu que les chemins de fer pussent être mobilisés en cas de menace de conflit — ce fut le prétexte qui servit à la répression de la grève générale des cheminots en 1910.

² En réalité, l'un et l'autre représentaient des cas un peu particuliers. Le premier s'était engagé en 1910 sur un paquebot, et avait beaucoup bourlingué; il s'installa en France de son propre gré en 1917, et eut toujours davantage d'activités révolutionnaires que proprement productives (il participa au congrès de Tours en 1920). Le second correspondait mieux au profil du travailleur venu à Paris pour participer à l'effort de guerre (encore qu'il était déjà communiste avant sa venue, laquelle s'explique en partie pour des raisons politiques: disons qu'il profita des opportunités offertes par le recrutement de travailleurs étrangers pour l'industrie française); mais il n'arriva à Paris qu'en 1920 — ce fut donc en réalité non pour l'effort de guerre à proprement parler, mais pour prendre part à l'effort de reconstruction et de redémarrage économique de l'après-guerre que l'on fit appel à lui. En effet le recrutement de travailleurs étrangers continua après-guerre, en grande partie à cause de l'ampleur des pertes humaines et du déficit de main-d'œuvre subséquent.

sucres (en mars 1917) et le pain (en janvier 1918), le charbon, l'essence. À la fin du conflit les boucheries et les pâtisseries furent fermées deux, puis trois jours par semaine.

Cette politique économique d'un type nouveau n'alla pas sans poser des **problèmes**, qui étaient en fait les problèmes classiques de toute économie administrée (on ne le savait pas à l'époque, puisque cela n'existait pas). Certains critiquèrent vivement **les prix élevés consentis aux fournisseurs de guerre**, sous prétexte de leur donner, en quelque sorte, "du cœur à l'ouvrage": du fournisseur au profiteur, la nuance était mince, surtout lorsque les ministres favorisaient des entrepreneurs qui leur étaient proches, politiquement ou familialement: avec le libre jeu de la concurrence, les appels d'offres avaient disparu, et les contrats n'étaient plus forcément signés avec les entreprises les moins chères et les plus performantes¹. Du fait aussi de l'absence de concurrence, **la qualité des produits fournis n'était pas toujours à la hauteur** des nécessités, et cela choquait d'autant plus qu'il s'agissait d'une question de vie et de mort: la presse, sauf lorsque la censure l'interdisait au nom du moral des poilus et de l'arrière, était pleine d'anecdotes au sujet d'obus qui n'explosaient pas, d'uniformes qui se déchiraient au premier geste brusque, de rations avariées...

Certains faisaient de ces abus et problèmes une critique de type libéral: ils soulignaient qu'à moyen et long terme, le libre jeu de la concurrence était la seule garantie d'une production efficace et de bonne qualité. On leur prêtait peu d'attention (on n'avait pas encore l'expérience de l'inefficacité des économies communistes, ni de la dispendieuse gestion des entreprises nationalisées entre 1945 et 1980); pour beaucoup, c'était la vieille droite orléaniste qui radotait, c'était le Comité des Forges qui renouait avec l'égoïsme sacré de la bourgeoisie "de droit divin", au détriment de l'intérêt national (la bourgeoisie n'était-elle pas la classe sociale cosmopolite par excellence?). D'autres, à l'autre bout de l'échiquier politique, soulignaient qu'en fait les patrons avaient conservé l'essentiel de leur puissance, d'autant qu'ils avaient de nombreux amis au pouvoir, et que cela expliquait peut-être les insuffisances de l'économie de guerre (certains, demeurés patriotes, allèrent jusqu'à évoquer un sabotage patronal de l'effort de guerre; d'autres en tiraient des leçons proches de celles de Lénine). Pour eux, l'État n'était donc pas intervenu assez vigoureusement et n'avait pas osé mettre fin aux logiques de l'ancienne société. Effectivement, le gouvernement, y compris le socialiste Thomas, avait choisi de conserver le profit comme ressort essentiel de l'effort industriel national, et en particulier d'exclure toute réquisition des bénéfiques².

¹ Si tant est que cela eût été le cas avant 1914. Disons qu'avant la guerre c'était au moins l'objectif affiché.

² Il n'y eut donc pas d'impôt sur les bénéfiques de guerre, même lorsque ceux-ci étaient sans commune mesure avec les bénéfiques des mêmes entreprises en temps de paix. Durant le conflit, et surtout durant les deux décennies suivantes, la presse s'empara de quelques cas particulièrement scandaleux: ce fut l'origine du mythe des marchands de canons, profiteurs de guerre — puis, par un glissement naturel, on les présenta comme ayant été à l'origine de la guerre, et l'on élargit le propos à toute la bourgeoisie. Aux États-Unis, on assista à des

Bref, l'ensemble des critiques libérales et gauchistes de l'économie administrée était déjà en place — mais sur le mode mineur: c'était une situation provisoire, non un modèle de société comme entre 1945 et 1983.

IV- Les crises de 1917.

« Mon but n'est pas de chercher noise aux guérillas, non, fichtre non,
Guerres saintes, guerres sournoises qui n'osent pas dire leur nom,
Chacune a quelque chose pour plaire, chacune a son petit mérite,
Mais, mon colon, celle que je préfère, c'est la guerre de quatorze-dix-huit! »
(G. Brassens)

A) Les difficultés militaires et les mutineries.

L'année 1917 fut un temps de très grandes difficultés pour l'Entente. L'armée russe se débâta au printemps, après la révolution de février, et en décembre les bolcheviks signèrent à Brest-Litovsk un armistice avec les Allemands et les Austro-Hongrois: désormais les Empires centraux n'avaient plus à combattre sur deux fronts. En octobre, les Italiens passèrent tout près du désastre; après avoir crevé le front à **Caporetto**, les Austro-Hongrois arrivèrent à portée d'avion de Venise. En revanche, les États-Unis entrèrent en guerre en avril aux côtés de l'Entente (c'était en grande partie une conséquence de la guerre sous-marine menée par les Allemands, laquelle avait redoublé d'ardeur depuis le mois de janvier), et le général Pershing débarqua au mois de juin avec quelques milliers d'hommes; mais ce ne fut que dans l'hiver 1917-1918 que les troupes américaines commencèrent à arriver en nombre notable.

Entre-temps, en France, **l'échec de l'offensive Nivelle** avait démoralisé l'armée. Nivelle était tout aussi attaché que Joffre au principe de l'offensive; il avait décidé d'attaquer les Allemands une nouvelle fois pour emporter la décision avant qu'ils ne profitassent décisivement de l'effondrement de la Russie. L'offensive, retardée par un hiver rigoureux, débuta finalement en avril en Artois — parmi les engagements restés célèbres figurent ceux du chemin des Dames, sur la commune de Craonne¹, et ceux de la butte de Bapaume,

mouvements d'opinion du même type; ce fut pourquoi, au début de la seconde guerre mondiale, le gouvernement de Roosevelt décida une taxation des bénéfices exceptionnels de guerre.

¹ Il y avait déjà eu de terribles combats au même endroit en 1914: Péguy y avait trouvé la mort.

qu'évoque la chanson *La butte rouge*: « ce qu'elle en a bu du beau sang cette terre / Sang d'ouvrier et sang de paysan... ». Il y eut cent quarante-sept mille victimes (dont quatre-vingt mille morts) pour des gains de terrain symboliques: l'armée française fut incapable de crever le front, car elle se heurta à une série de positions très bien fortifiées (la ligne Siegfried) sur lesquelles les Allemands s'étaient retranchés en attendant la défaite russe. Les soldats eurent l'impression d'avoir été sacrifiés pour rien, et perdirent confiance dans leur commandement.

En mai, des **mutineries** secouèrent quelques régiments. L'épisode est fort délicat à traiter, car il a été longtemps passé sous silence par l'Histoire officielle (l'armée s'est fait tirer l'oreille pour communiquer, fort tardivement, ses archives¹), et au contraire monté en épingle par ceux qui, depuis les années 1920, ont voulu y déchiffrer la première manifestation d'un bolchevisme à la française. Les nouvelles de Pétrograd jouèrent peut-être un rôle dans leur déclenchement, mais c'étaient celles de la *première* Révolution russe, laquelle avait été suivie par des mutineries massives; en revanche, en mai 1917 Lénine était encore un parfait inconnu — y compris en Russie, du reste; certes des bolcheviks avaient participé aux rencontres pacifistes de Zimmerwald et de Kienthal (voyez plus bas), mais ils n'y avaient pas joué un rôle prépondérant, et du fait de la censure, peu de nouvelles en étaient parvenues aux poilus français. Les causes essentielles des mutineries de 1917 étaient internes: la lassitude de trois ans de guerre et tout particulièrement l'échec sanglant de l'offensive Nivelle, le sentiment de plus en plus répandu que la guerre était mal conduite, qu'il n'y avait pas d'issue et que certains s'en tiraient bien, ou même profitaient de la situation; les tensions sociales et la montée d'un courant pacifiste à l'arrière. La *chanson de Craonne*, une chanson de soldats de l'époque, anonyme, exprime ce sentiment — elle est restée célèbre, mais a-t-elle été très diffusée sur le moment? On peut se demander si ce n'est pas l'antimilitarisme communiste des années 1920 qui a fait sa fortune.

Les mutineries éclatèrent quelques jours après le renvoi de Nivelle. Elles furent d'ampleur limitée: trente ou quarante mille soldats au total y auraient été impliqués. Elles furent pacifiques et inorganisées, aucun mouvement politique ne chercha à en tirer parti. Il n'y eut aucun cas d'abandon du front ni de fraternisation avec l'ennemi: les Allemands ne surent rien de la situation. En réalité les désordres eurent lieu sur les lieux où stationnaient les relèves, non pas en première ligne; elles prirent essentiellement la forme de manifestations; les soldats mutinés ne demandaient pas la fin de la guerre mais revendiquaient qu'elle fût menée autrement, moins cruellement, moins stupidement. **Plus que de mutineries à proprement parler, il s'agissait** d'espèces d'actions revendicatives, **de grèves** (le mot, du reste, figure explicitement dans la *chanson de Craonne*: « mais c'est fini car les soldats / vont

¹ Et le film de Stanley Kubrick sur ce thème, *Les sentiers de la gloire*, sorti aux États-Uni en 1958, a été interdit en France jusqu'en 1976; il y eut même des pressions pour le faire interdire en Belgique.

tous se mettre en grève »): les poilus, qui étaient issus des mêmes milieux sociaux que les grévistes de Fourmies et de Villeneuve-Saint-Georges ou les vigneron du Midi, retrouvèrent spontanément des modes de contestation bien ancrés dans la culture collective, mais ne prétendirent jamais faire la Révolution, ni même rentrer chez eux et abandonner la défense de la patrie comme l'avaient fait les soldats russes.

Mais les officiers et le gouvernement ne l'entendirent pas ainsi: ils eurent très peur. La **répression** fut brutale, moins cependant que l'on ne l'a dit par la suite à l'extrême-gauche: selon des chiffres définitifs établis par des historiens dans les années 1990, elle se solda par trois mille quatre cent vingt-sept condamnations, dont cinq cent cinquante-quatre à la peine de mort, desquelles quarante-neuf ou cinquante-quatre, selon les sources, furent exécutées. Contrairement à un mythe tenace, il n'y eut pas de décimations de régiments; en revanche, il est évident qu'on se débarrassa d'un certain nombre de fortes têtes en les envoyant en première ligne aux points les plus chauds du front, ou en leur confiant des missions suicidaires. Ce fut Pétain, nommé commandant en chef en mai en remplacement de Nivelle, qui dirigea la répression; cela ternit son image — pas beaucoup: dans les années 1920 et 1930, seule une petite minorité de Français entretenaient la mémoire de cette sombre affaire, essentiellement les communistes et les trotskistes.

Pétain était un homme habile; il était conscient que les mutineries avaient des causes réelles, et surtout qu'on ne gagne pas une guerre avec des soldats mécontents. Il prit soin d'améliorer la vie quotidienne des hommes (par exemple la qualité de la nourriture, la fréquence et la régularité des permissions). Conscient aussi que la France était au bord de l'épuisement, il fit tout pour limiter les effusions de sang. Il ne fut plus question de lancer de grandes offensives; on s'organisa pour « attendre l'Amérique et les chars » (selon une expression de Pétain). Le dispositif de défense fut réorganisé en profondeur pour que les offensives allemandes se brisassent sur les deuxième lignes. En somme, **Pétain fut le premier chef militaire français à accepter la guerre telle qu'elle était**, une guerre d'usure, un vaste "siège de l'Allemagne" — par malheur, il se laissa emprisonner par son succès: vingt ans après, il n'avait pas changé de point de vue, et ne comprit pas les causes du désastre de mai-juin 1940.

B) L'agitation sociale et le "défaitisme".

Peu à peu, l'on avait vu renaître une activité fébrile dans les milieux socialistes et syndicalistes. L'opposition à la guerre y était toujours minoritaire, mais certains, très peu nombreux au début, commençaient à dénoncer le reniement qu'avait représenté le ralliement

à l'Union sacrée, et même réclamer des négociations avec l'Allemagne pour mettre fin au conflit — et tant pis pour l'Alsace-Lorraine: mieux valaient des Alsaciens et des Lorrains allemands que morts, mieux valait surtout, pour l'avenir du socialisme, des prolétaires organisés et revendicatifs que de la chair à canon abrutie de propagande. Dès septembre 1915, Merrheim, avec un certain nombre de ses camarades, prit contact en Suisse, à **Zimmerwald**, avec des socialistes allemands, italiens, "polonais"¹ et russes. Trotski, qui se trouvait alors en exil en France, participa à cette conférence; les socialistes russes étaient les seuls de toute l'Europe à n'avoir participé à aucune forme d'Union sacrée. À l'occasion de la conférence de Zimmerwald, Merrheim retrouva une phraséologie et un argumentaire bien plus proches de ceux de l'avant-guerre que de ceux de l'été 1914. En voici un exemple caractéristique, extrait de l'un des documents de la conférence:

« Cette guerre n'est pas notre guerre. (...) La guerre est le produit direct du capitalisme et la responsabilité en appartient aux puissantes organisations patronales, aux partis bourgeois, à la presse capitaliste, à l'Église. (...) Les partis socialistes ont eu tort de pratiquer l'Union sacrée, c'est-à-dire la politique de collaboration avec les classes dirigeantes responsables de la guerre. (...) Ils doivent rester fidèles à la solidarité internationale du prolétariat et à la lutte des classes ».

Il y eut une autre rencontre du même genre à **Kienthal** (en Suisse également) en avril 1916; des membres éminents de la S.F.I.O. y participèrent. De retour en France, ils organisèrent toute une campagne sur ces thèmes, que la censure ne put pas tout à fait étouffer. En mai 1917, une nouvelle conférence internationale socialiste fut organisée à Stockholm (la Suède était neutre dans le conflit), mais les différents gouvernements refusèrent d'accorder des passeports aux délégués et la conférence fut annulée faute de participants. Ce fut à la suite de l'affaire de Stockholm qu'en septembre 1917 **la S.F.I.O. rompit l'Union sacrée**: elle refusa de participer au gouvernement Painlevé, bien que Painlevé fût un homme de gauche — elle ne participa plus à aucun cabinet jusqu'au Front populaire. Les positions des pacifistes se firent de plus en plus solides à l'intérieur de la S.F.I.O., ils devinrent sans doute majoritaires à l'été 1918: parmi les principales figures de ce courant, on peut citer Paul Favre², Jean Longuet (1876-1938, le petit-fils de Marx), Paul Frossard (qui fut l'une des figures du communisme français dans les années 1920). *L'Humanité* passa entre leurs mains en septembre 1918.

À la fin de la guerre, **la mouvance pacifiste et révolutionnaire était de plus en plus remuante**; elle proclamait son admiration pour les bolcheviks; pour elle, la paix n'avait de

¹ Il n'y avait pas de Pologne indépendante à l'époque, mais il y avait des partis socialistes polonais distincts des partis russes, allemands et autrichiens — malgré toutes les proclamations internationalistes, les nationalismes affrontés jouaient un rôle important dans les clivages entre socialistes d'Europe centrale et orientale.

² Dans les années 1930, il était l'une des figures de la S.F.I.O.; il devint l'une des grandes figures du pacifisme radical; cela l'amena à applaudir aux accords de Munich, à dénoncer l'entrée en guerre en septembre 1939, et à se compromettre avec le régime de Vichy.

sens que si elle était suivie par le renversement de l'ancien monde. La C.G.T., elle aussi, fut gagnée progressivement par les thèses zimmerwaldiennes, même si Jouhaux, après un moment de sympathie, s'éloigna des jusqu'au-boutistes révolutionnaires. Il se rallia à Clemenceau au début 1918; pour expliquer ce nouveau revirement, il déclara plus tard: « nous ne voulions pas faire subir à la France la paix de Brest-Litovsk »¹.

Les partisans d'un arrêt immédiat du conflit ne se recrutèrent pas que parmi les socialistes. Il se forma progressivement, au sein du monde politique, toute une mouvance que la propagande belliciste désignait du qualificatif infamant de "**défaitistes**". Ils pensaient que la guerre ne pouvait pas être gagnée par la force des armes, ou alors à un prix bien trop élevé; ils étaient prêts à signer une paix blanche avec l'Allemagne, même s'il fallait pour cela renoncer à l'Alsace-Lorraine (certains ajoutaient: pour le moment). On y trouvait notamment le radical Louis Malvy (1875-1949) et surtout Joseph **Caillaux**, qui avait tout fait pour empêcher la guerre lorsqu'il était aux affaires en 1910-1911, que son libéralisme économique poussait à mépriser les passions nationalistes, et qui était inquiet des risques de dictature civile ou militaire en cas de prolongation de la guerre. Des considérations de carrière personnelle se mêlaient à ces analyses de la situation militaire et politique: Caillaux espérait être nommé à la tête du gouvernement pour mener à bien la sortie de la guerre, effacer par cela la tache de l'affaire Calmette, et rester dans l'Histoire.

Il n'y avait pas qu'en France que certains s'agitaient pour mettre fin au carnage. Des hommes politiques et des diplomates français furent approchés par des émissaires du Pape Benoît XV, traumatisé par un conflit où les catholiques s'entredéchiraient (l'Autriche-Hongrie était un pays catholique pour l'essentiel, et il y avait des dizaines de millions de catholiques en Allemagne). D'autres le furent par des proches de l'Empereur Charles Ier d'Autriche-Hongrie, qui venait de monter sur le trône et qui était conscient des risques d'éclatement de son Empire en cas de défaite: il voulait se délier de l'alliance allemande. La haute aristocratie européenne était fort cosmopolite, ce qui facilitait les contacts (et lui donnait sans doute une conscience aiguë de l'absurdité du conflit²): la femme de Charles Ier, Zita, était française, et son beau-frère Sixte de Bourbon-Parme servait dans l'armée belge.

Mais ces tentatives avortèrent, car les gouvernements refusèrent tout dialogue, aussi bien celui de Clemenceau en France, nous allons le voir, que celui de l'Italie qui ne songeait

¹ Brest-Litovsk faisait de la Russie un protectorat allemand. Sur la véritable nature de cette paix, idéalisée par les futurs communistes (j'en reparlerai au chapitre suivant), voyez le cours sur l'U.R.S.S., au chapitre 2.

² La famille royale de Grande-Bretagne, les Hanovre, avait dû changer de nom au début du conflit: elle s'appelle désormais les Windsor...

qu'à laver l'humiliation de Caporetto, et surtout celui de l'Allemagne, persuadé, en cette année 1917, d'avoir la victoire à sa portée. La presse, dans sa majorité, traitait les "défaitistes" comme elle traitait les traîtres¹. Du reste, on s'aperçut après la guerre que certains journaux de la mouvance "défaitiste" avaient été stipendiés par l'Allemagne: cela avait été le cas du *Bonnet rouge*, qui avait soutenu Caillaux et Malvy — ce soutien, qu'ils n'avaient pas sollicité, constitua l'une des charges que l'on retint contre eux à leur procès.

Des intellectuels s'élevèrent également contre la guerre, notamment **Romain Rolland** (1866-1944), qui s'était établi en Suisse en 1914 et publia en 1915 un ouvrage intitulé de manière révélatrice: *Au-dessus de la mêlée*. En revanche des ouvrages comme *Le feu*, s'ils décrivaient avec réalisme les souffrances des soldats, ne dénonçaient pas explicitement la guerre — après-guerre, on les utilisa pour montrer aux enfants de France combien nos bons poilus avaient été braves.

La situation sociale était également de plus en plus tendue. Comme la guerre se prolongeait, comme les deuils se multipliaient dans les familles, comme la hausse des prix était plus rapide que celle des salaires, on assista à une renaissance des conflits sociaux; ceux de la seconde moitié de la guerre se teintaient volontiers de revendications pacifistes. En 1917, on dénombra six cent seize **grèves**, ce qui n'était quand même pas grand-chose en comparaison des quelque mille que l'on avait enregistrées dans les sept premiers mois de 1914. Tout de même, à Paris en mars 1917, plus de cent mille travailleurs étaient en grève — avec une forte proportion de femmes, car elles n'étaient pas mobilisables en représailles² — et l'on défilait aux cris de: "à bas la guerre!". Même les couturières en chambre, qui avaient été oubliées par la réglementation sur les prix et les salaires, y participèrent, pour la première et sans doute la dernière fois dans l'Histoire de cette profession particulièrement difficile à mobiliser car ces jeunes femmes, sans doute pas spécialement politisées, travaillaient chez elles, sans autre lien que le placier qui venait leur apporter le tissu et leur prendre les vêtements une fois confectionnés. Pas plus que les mutineries, ces grèves n'était révolutionnaires: des historiens ont noté que, même au plus fort du mouvement, elles s'apaisaient ou se ralentissaient dans les semaines où les Allemands étaient à l'offensive.

¹ Parmi ceux-ci, il faut retenir, pour la petite Histoire, la très fameuse **Mata-Hari** (Geertruida Zelle, 1876-1917), une actrice d'origine néerlandaise (et en partie indonésienne), qui avait eu son heure de gloire sur la scène parisienne dans l'immédiate avant-guerre et qui, convaincue d'avoir travaillé pour l'ambassade d'Allemagne à La Haye (ce qui n'est pas sûr), fut fusillée. C'était l'une des premières de ces spectaculaires affaires d'espionnage qui firent les délices des médias et de la littérature populaires au XXe siècle. Greta Garbo l'a incarnée à l'écran en 1932.

² Elles craignaient évidemment pour leurs hommes: à Saint-Étienne en 1918: elles défilèrent en chantant: « Debout les femmes / On tue vos frères / Assez d'obus / Nous voulons nos poilus ». Ces événements rendirent la C.G.T. un peu moins machiste.

Ceux qui menaient la lutte sociale ne voulaient pas prendre le risque de mettre la patrie en danger.

V-Le retour au pouvoir de Clemenceau et la victoire.

« Du fond de son sac à malices, Mars va sans doute à l'occasion
En sortir une, un vrai délice, qui me fera forte impression;
En attendant, je persévère à dire que ma guerre favorite,
Celle, mon colon, que je voudrais faire, c'est la guerre de quatorze-dix-huit! »
(G. Brassens)

Clemenceau présenta son cabinet à la Chambre en novembre 1917. La confusion politique était à son comble: c'était le quatrième gouvernement de l'année! Le précédent cabinet Painlevé, très faible à cause entre autres du retrait des socialistes, avait été renversé par la Chambre après deux mois seulement d'existence. Il fallut cette crise politique d'une extrême gravité, et une situation militaire inquiétante, pour que Poincaré se décidât à appeler à la présidence du Conseil cet homme qui l'avait copieusement brocardé, qu'il haïssait — il espérait l'user en quelques mois, le mettre ainsi hors d'état de nuire. Ce n'était plus l'Union sacrée mais la « peur sacrée », (selon J.J. Chevalier), laquelle fit passer au second plan les inimitiés personnelles.

Clemenceau avait soixante-seize ans: c'était le type même de ces vieillards providentiels que la France appelle régulièrement à sa tête lorsque la situation semble inextricable (de Gaulle avait soixante-huit ans en 1958; Pétain en avait quatre-vingt-quatre en 1940). C'est une très forte personnalité: il avait traversé cinquante années de vie politique, depuis le second Empire, survécu politiquement à son implication dans le scandale de Panamá; il avait dirigé l'un des ministères les plus longs de toute la III^e République, et y avait gagné une réputation de fermeté qui ne plaisait pas du tout aux socialistes, lesquels en avaient fait les frais; ils refusèrent de réintégrer la majorité. Après la chute de son cabinet en 1909, il avait toujours refusé de revenir au gouvernement comme simple ministre: de ce fait, en 1917 il n'était pas usé par le pouvoir et ses compromissions. Mais l'ensemble de la classe politique craignait et détestait ce virtuose de la formule assassine, que l'on surnommait "**le Tigre**" — d'autant plus que depuis 1914 il n'avait rien perdu de son franc-parler: dans *L'homme enchaîné*, il avait multiplié les attaques contre les ministres qu'il jugeait trop mous, comme Malvy qui était ministre de l'Intérieur au moment des mutineries. Ce discours, et son hostilité au bourrage de crânes, l'avait rendu populaire dans l'opinion. C'était également un proche de Pétain, dont il avait encouragé l'ascension.

Ses modèles étaient Carnot en 1792 et Gambetta en 1870; mais à la différence du premier, et de Pétain en 1940, c'était un démocrate. **Il ne mit pas fin aux institutions**: la seule mesure exorbitante du droit républicain qu'il obtint, ce furent, en février 1918, les pleins pouvoirs en matière économique; mais il passa par un vote de l'Assemblée. En revanche, pour la première fois depuis 1914 il tint fermes les rênes du pouvoir, sans en confier aucune miette aux militaires — l'une de ses formules les plus célèbres de cette époque, c'est: « la guerre est une chose trop sérieuse pour qu'on la laisse aux militaires »¹. Cependant, il protégea Foch et Pétain face aux critiques des députés aux moments difficiles du printemps 1918. Bien entendu, son ministère était composé de personnalités ternes, qui ne risquaient pas de lui faire ombrage. Quant à Poincaré, il enrageait dans la "cage dorée" de l'Élysée.

Il mena une politique cohérente, volontaire. Il refusait absolument l'idée d'une paix blanche; dans son discours d'investiture, il résuma son programme de gouvernement par la formule célèbre, plusieurs fois martelée: **« je fais la guerre »** (« plus de campagnes pacifistes, plus de menées allemandes. Ni trahison ni demi-trahison: la guerre. Rien que la guerre... »). Il fit réprimer vigoureusement les grèves et les manifestations, pourchasser les socialistes pacifistes; il fit même arrêter Caillaux et Malvy (Caillaux fut jugé et condamné à dix ans de prison en 1920² — Malvy fut condamné aussi en août 1918, à cinq ans de bannissement³). Il multiplia les visites au front, en première ligne, en casque et capote, comme on le voit sur la statue des Champs-Élysées. La propagande "défaitiste" cessa, et, comme on dit, "le moral revint". Il y eut bien encore quelques grèves et mutineries au printemps 1918, mais elles n'eurent pas l'ampleur de celles de 1917 — en revanche, elles furent de tonalité nettement plus révolutionnaire, notamment celles des métallos de Saint-Étienne et des ouvrières de Roanne: à cette date, les textes et les idées de Lénine avaient commencé à pénétrer en France. Les meneurs furent envoyés au front, mais Clemenceau n'eut pas à recourir à la réquisition et à la militarisation générale de la main-d'œuvre, une mesure que réclamait la droite. Face à sa fermeté, même les socialistes hésitaient (sauf évidemment ceux qui étaient en train d'être gagnés au bolchevisme): nous avons vu plus haut que Jouhaux se rallia.

¹ Il y a en réalité, dans la manière dont je viens de la citer (c'est la manière habituelle), une petite faute d'orthographe qui recouvre une grosse équivoque. Il faudrait écrire "la Guerre" avec une majuscule, c'est-à-dire en fait "le ministère de la Guerre". Ce que voulait dire Clemenceau, c'était que ce ministère était un poste politiquement sensible et qu'il ne fallait pas le confier à une quelconque baderne inapte aux relations publiques. Il ne s'agit donc pas de la conduite du conflit en général! Mais la formule est si jolie, elle sonne tellement "Clemenceau"... que peu importe, au fond, qu'on lui donne habituellement un sens, disons, dérivé. *Se non è vero... è ben trovato!*

² Il en fit huit mois au total, mais sa carrière politique en fut définitivement brisée.

³ Il rentra en France à l'expiration de ce délai, redevint ministre en 1926 mais dut démissionner au bout d'un mois à la suite d'une campagne de la droite, demeura député jusqu'à sa mort.

En mars 1918, les Allemands, qui étaient au bord de l'épuisement, tentèrent une percée — et la réussirent, car les armées de l'Entente n'étaient pas fort vaillantes non plus. Les forces de Ludendorff enfoncèrent les lignes britanniques sur la Somme. En juin, elles avaient avancé jusqu'à la Marne, où, épuisées, elles furent arrêtées in extremis: ce fut la **seconde bataille de la Marne**. Ce fut à cette période qu'une série de canons géants, restés sous le nom collectif de: "la grosse Bertha"¹, bombardèrent Paris depuis la forêt de Saint-Gobain dans l'Aisne, à cent quarante kilomètres: ainsi il y eut quatre-vingt-huit ou quatre-vingt-onze morts dans l'église Saint-Gervais-Saint-Protais, dont la voûte, touchée par un obus, s'effondra en pleine messe le vendredi saint de 1918 (fin mars). C'étaient, à l'exception de quelques tirs d'artillerie sur Paris en 1870 et à l'été 1914, les premiers bombardements de terreur sur des populations civiles éloignées du front: ils soulevèrent une émotion considérable, et après la guerre ils devinrent, à égalité avec l'ypérite, un symbole de la barbarie boche — évidemment, on n'avait encore rien vu en ce domaine.

En mars 1918, sous la pression de l'offensive allemande, Clemenceau obtint enfin la constitution d'un commandement militaire interallié. Il fut confié à un Français, le général Ferdinand **Foch** (1851-1929). Issu d'une famille bourgeoise, patriote et catholique, il s'était engagé volontairement contre les Prussiens en 1870, puis était passé par Polytechnique. Comme Pétain, il avait fait toute sa carrière en métropole et enseigné à l'École de guerre. Il avait été l'adjoint de Joffre pour la partie occidentale du front dans les semaines cruciales de la course à la mer; partisan de l'offensive, il avait été écarté du G.Q.G. en 1916 en même temps que Joffre, mais avait conservé un rôle important de représentation de la France dans les commissions interalliées. Il reçut le bâton de maréchal en août 1918 ... et fut élu à l'Académie française le jour même de l'Armistice!

Malgré ces difficultés le moral tint bon, grâce à l'énergie de Clemenceau. A partir de juillet, les contre-offensives se succédèrent, grâce à l'appui cette fois décisif des États-Unis: on espérait la victoire pour 1919, Ludendorff ne pouvait plus espérer que résister en territoire allemand jusqu'à ce que l'Entente se lassât et se décidât à demander des négociations. Mais la situation se mit à évoluer très vite à l'automne, en l'absence d'avancées sensibles sur le front. L'Autriche était en grande difficulté dans les Balkans, et surtout sur le point d'implorer sous la pression des mouvements nationalistes hongrois, tchèque, croate et autres; surtout, en Allemagne, à l'automne 1918 l'arrière "craqua", des mutineries éclatèrent, qui dégénérent en révolution; le régime impérial se désintégra en quelques jours, et le jour même de la proclamation de la République, le 9 novembre 1918, le gouvernement allemand se vit forcé de demander un armistice, avant même que les troupes de l'Entente n'eussent atteint le

¹ "Bertha" était le prénom de la fille de Krupp, le principal fabricant de canons en Allemagne.

territoire du *Reich*. L'armistice fut signé le 11 novembre à **Rethondes**, près de Compiègne. Le 24, l'armée française entra à Strasbourg.

Conclusion:

Qu'est-ce qui permit à la France de gagner cette guerre si mal engagée? Bien sûr, il faut souligner que notre pays ne se battit que sur **un seul front** alors que l'Allemagne se trouva prise en tenailles jusqu'en 1917; et aussi mentionner **l'aide des puissances anglo-saxonnes**, qui étouffèrent les Empires centraux en dominant les mers.

Mais il faut souligner aussi la **volonté de survie** dont les Français firent preuve, aussi bien comme individus que comme nation: tout le monde avait conscience qu'une deuxième défaite face à l'Allemagne serait irrémédiable. Paradoxalement, **l'ampleur même des sacrifices consentis** a joué en faveur du jusqu'au-boutisme, comme Clemenceau l'avait bien senti: au bout d'un certain temps, ils avaient été tels que toute perspective d'une paix blanche en devenait insupportable. Bref, si, comme nous l'avons vu dans le passage sur l'Union sacrée, **la guerre** n'avait pas vraiment été voulue, elle **fut** toutefois **acceptée, assumée**, même dans sa longueur exceptionnelle. L'Union sacrée, pour l'essentiel, a duré jusqu'au bout: il ne faut pas exagérer l'ampleur de la contestation d'extrême-gauche — il y eut évidemment beaucoup de mécontentement, les lettres de soldats le prouvent; mais jamais ce mécontentement ne déboucha sur une remise en cause massive de la légitimité du combat. La population se révéla dans l'ensemble disciplinée et solidaire: « **le tissu national était trop épais, tissé depuis trop longtemps pour se déchirer** » (J.J. Becker), ce qui n'était pas précisément le cas en Allemagne (dont l'Histoire récente avait pourtant été plutôt plus calme que celle de notre pays).

Au fond, les Français montrèrent dans l'épreuve **un attachement sincère et très majoritaire à la nation**: c'était le fruit de trente-trois années de propagande revancharde (peut-être, sans l'erreur de Bismarck en 1871, cet attachement eût-il été bien moins profond), mais aussi de l'adhésion au régime républicain, massive depuis les années 1880 — malgré l'impopularité persistante de cette République-là, troisième du nom, avec ses scandales et ses intrigues parlementaires sordides. Or, la République, c'était la nation (voyez au chapitre 5). Bref, la nation française existait réellement, ce n'était pas, ou plus, une construction artificielle. C'était déjà vrai en 1914, ce le fut plus encore en 1918. On se définissait avant tout comme Français, plus guère comme Breton ou comme Auvergnat (on a beaucoup dit que la fraternité des tranchées a porté le coup de grâce aux identités et notamment aux langues régionales), et pas encore comme européen...

Mais **la Grande guerre épuisa le tissu national**, du point de vue démographique aussi bien que de celui des valeurs; après que l'Alsace et la Lorraine eurent fait retour au giron de la mère patrie, après la grande boucherie de Verdun aussi, et alors même que la France triomphait, **il n'y eut plus aucun consensus** sur la nation, sur la politique étrangère, sur les institutions. Ce fut pourquoi, vingt ans après, la France ne fut pas capable de résister à une nouvelle agression, à une nouvelle épreuve: tout s'effondra, comme en Allemagne à l'automne 1918, le système politique, la société, la communauté nationale.

« Devant la cérémonie guerrière, s'en aller. Si l'on est tenu de rester, penser aux morts, compter les morts. Penser aux aveugles de guerre, cela rafraîchit les passions. Et pour ceux qui portent un deuil, au lieu de s'enivrer et de s'étourdir de gloire, avoir le courage d'être malheureux »

(Alain, cité par G. Hyvernaud dans *Le wagon à vaches*).